L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

ÉCONOMIE
INTERVIEW :
LAURENT BOUSCHON,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
GROUPAMA PARIS-VAL DE LOIRE

AGRICULTURE
INTERVIEW :
MARC FESNEAU,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

DOSSIER
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
L'ÉCHIQUIER TERRITORIAL

CINQ ANS POUR LE LAB, PÔLE D'ENTREPRISES D'AGGLOPOLYS

PUBLI-INFORMATION P25

Gratuit #200
Novembre décembre 2022 édition du Loir-et-Cher

www.lepicentre.online

© Nicolas Wietrich

LES AGENTS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL s'engagent pour la réussite des collégiens

Pour offrir aux collégiens **les meilleures conditions d'apprentissage,** le conseil départemental s'engage quotidiennement au côté de l'éducation nationale.

260 agents départementaux assurent l'accueil, la restauration, la maintenance des bâtiments ainsi que l'entretien des locaux et des espaces verts dans 26 collèges publics de Loir-et-Cher.

Loir&Cher
LE DÉPARTEMENT

ÉDITO

Novembre décembre 2022
ÉDITION DU LOIR-ET-CHER
Gratuit
#200
www.lepicentre.online

Groupama Up /
Espace entreprises,
2 avenue de Chateaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT
François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
Denis Labrune
06 86 70 03 85

IMPRESSION
Imprimerie Baugé, Descartes

GRAPHISME
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion
Camille Colloch

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépôt légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

IMPRIM'VERT

FSC
www.fsc.org
RECYCLÉ
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C004166

Le constat est clair. La pénurie de main d'œuvre est là. Mais, loin de s'apitoyer sur son sort, le chef d'entreprise cherche des solutions à ce problème. Et, si l'une de ces solutions se trouvait dans l'enseignement supérieur ? Si l'entreprise manque de personnel, ne faudrait-il pas plus former, mais surtout mieux former, pour répondre à ce manque ?

Former plus, c'est ouvrir plus de places, plus de classes et plus d'établissements, qu'il s'agisse d'universités publiques ou d'écoles privées. Ces établissements doivent s'implanter partout sur le territoire, dans nos villes, mais aussi dans des territoires dits « ruraux ».

Mieux former, c'est d'abord améliorer l'orientation de nos jeunes, avant et après le passage du bac. Pour ceux qui connaissent déjà leur futur métier, les accompagner efficacement dans leurs démarches. Pour ceux qui n'ont pas encore trouvé ce qu'ils voulaient faire de leur vie, les accompagner, toujours efficacement, pour qu'ils fassent le « bon » choix. Et, quand on parle de « bon » choix, il ne s'agit pas de celui de ses parents ou de ses professeurs, mais celui du jeune, seul capable de savoir quel chemin il voudra prendre dans la vie.

Mais l'enseignement supérieur, doit aussi répondre aux besoins, actuels et futurs, des entreprises. Actuels à cause des problématiques de recrutement. Futurs, car les jeunes sont l'avenir de notre société et ce sont eux qui façonneront l'entreprise de demain.

L'enseignement supérieur et la formation en général incarnent donc un futur à la fois proche et tellement éloigné. Les jeunes qui sortent avec le bac en poche cette année seront pleinement implantés sur le marché du travail dans une dizaine d'années quand d'autres auront déjà commencé à gravir plusieurs échelons au sein de leur entreprise.

L'enseignement supérieur, c'est donc faire des choix. Pour les jeunes, comme pour les territoires qui y voient un formidable outil d'attractivité.

Et, quand un choix est fait, le droit à l'erreur, le droit de se tromper existe. Ce droit doit être reconnu de tous. Se réorienter ou se reconvertir ne doit plus être une honte. Cela peut donner lieu à des parcours incroyables…

Car, l'enseignement supérieur, c'est à n'importe quel âge de la vie. Et vous, avez-vous déjà pensé à retourner un jour dans une salle de classe ?

Bonne lecture à tous,

La rédaction

SOMMAIRE

6 EN BREF
UN PARTENARIAT ENTRE LA CPME, LE GPA ET L'URSSAF...

7 EN BREF
IDEC POSE LA PREMIÈRE BRIQUE DE SON FUTUR CAMPUS

8 ACTUALITÉS
L'UIMM VAL DE LOIRE RÉUNIT SES ADHÉRENTS À BLOIS

27 LE MAG
L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE ÉMILIE TARDIF

EMPLOI FORMATION

MANAGEMENT L'importance du parcours d'intégration en entreprise

EN PRATIQUE Reconversion professionnelle : comment se lancer ?

TRANSITIONS Le granulé bois, victime de son succès

38 LE DOSSIER
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, L'ÉCHIQUIER TERRITORIAL

46 ART DE VIVRE
FESTIVAL
CULTURE
SPORT
CHALLENGE

50 CONSOMMATION
UNE NOUVELLE BRASSERIE EN SOLOGNE

51 CONJONCTURE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN CENTRE-VAL DE LOIRE ET EN FRANCE

© IDEC

© Freepik

© Jérémy Clavier

ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES
Région Centre-Val de Loire
LES EXPERTS-COMPTABLES
Des conseils pour envoyer du lourd.

Un partenariat entre la CPME, le GPA et l'Urssaf pour accompagner les entreprises dans le remboursement des dettes différées

Alors que, de l'avis même des représentants des chefs d'entreprise du GPA et de la CPME, l'Urssaf a pris ses responsabilités dans le fameux « quoi qu'il en coûte » de l'ère COVID, l'organisme va reprendre ses recouvrements d'ici la fin de l'année. Ensemble, ils lancent un appel aux entrepreneurs qui n'auraient pas encore épongé leurs dettes : « c'est le moment de se faire connaître. »

En mars 2020, alors que les entreprises françaises sont quasi toutes à l'arrêt, l'État et son recouvreur Urssaf, mettent rapidement en place des mesures exceptionnelles, dont des exonérations, des allègements et des reports de cotisations sociales. En partenariat avec le GPA (groupement de prévention agréé), émanation de la CPME et acteur de prévention des difficultés en entreprise, qui leur remonte les cas les plus alarmants, l'Urssaf Centre-Val de Loire assure, par la voix de son directeur Julien Floc'h, qu'ils sont allés jusqu'à *« faire de la dentelle pour aider les chefs d'entreprise. Ensemble, nous militons pour être des facilitateurs et pour un recouvrement plus humain. Nous devons sans cesse jongler entre la performance du recouvrement – parce que nous avons la protection sociale, de tous, à financer – et l'accompagnement et la compréhension de la réalité du quotidien du chef d'entreprise ».* Le paiement de la part patronale des cotisations sociales de la période COVID s'est donc fait de manière très progressive. Toujours selon lui, 95 % des entreprises de la région ont accepté les plans d'apurement proposés et la majorité a remboursé les dettes.

Pour les autres, l'Urssaf annonce avoir recommencé les recouvrements. *« À l'automne, nous envoyons les relances puis les mises en demeure pour les entreprises qui ne réagissent pas. »* Aussi, le recouvreur conseille aux entreprises : *« Si vous n'avez pas la possibilité de payer tout de suite, contactez-nous maintenant ».* Des plans d'apurement sans pénalités sont encore possibles dans les prochaines semaines, pour les entreprises qui se rapprocheront de l'Urssaf. En 2023, il sera trop tard. S'il mentionne le droit à l'erreur dont bénéficie le chef d'entreprise, et la bienveillance dont saura encore faire preuve l'Urssaf – eu égard aux difficultés conjoncturelles qui se succèdent – le recouvreur se veut un peu plus ferme en cette fin d'année. Il rappelle que le système, déclaratif, se veut basé sur la confiance mutuelle et que l'entreprise *« ne doit pas financer sa trésorerie avec la protection sociale. »* Patrice Duceau, président du GPA Centre-Val de Loire, abonde *« aider les entreprises, ça a du sens collectivement pour sauver l'emploi et donc le financement de la protection sociale. Les services de l'État et les entreprises ont maintenant bien compris que jouer collectif est primordial ».*

LES ÉVÉNEMENTS CPME : À VOS AGENDAS !

NOVEMBRE 2022

cpme 41 LOIR-ET-CHER

07 NOVEMBRE	14 NOVEMBRE	18-19-20 NOVEMBRE	19 NOVEMBRE	22 NOVEMBRE	28 NOVEMBRE
Les lundis du numérique Comment choisir sa plateforme en ligne ? 11h00 Webinaire	Déjeuner des entrepreneurs En présence de Raphaël Beaugillet, médaillé des jeux paralympiques de Tokyo 2021 12h00 Restaurant L'Évidence Cour-Cheverny	Startup week-end Un événement entrepreneurial unique sur le Loir-et-Cher Votre CPME 41 est partenaire de l'événement organisé par Loir-et-Cher Tech INSA Centre-Val de Loire Blois	Visite Startup week-end Venez découvrir un concept unique et des méthodes innovantes Suivi d'un moment de convivialité 11h30 INSA Centre-Val de Loire Blois	Atelier Expert Comment vais-je facturer demain ? La facture électronique 10h15 CPME 41 Blois	Les lundis du numérique Comment construire son calendrier éditorial ? 11h00 Webinaire

Les événements sont ouverts à toutes les TPE-PME, n'hésitez pas à vous inscrire auprès de Yannick Guillard, chargé des relations entreprises de la CPME 41 : y.guillard@cpme41.fr - 06.01.65.49.00

IDEC pose la première brique de son futur Campus

Il y avait du monde, fin septembre, à la Chaussée-Saint-Victor, pour la pose de première brique du futur « CAMPUS by GROUPE IDEC », nouveau siège social qui accueillera bientôt les quelque 200 collaborateurs du groupe.

© IDEC

Première « *brique* » comme un clin d'œil à cet élément qui habillera l'intégralité des bâtiments du Campus, marquant ainsi la volonté du groupe, né à Blois il y a 22 ans, d'affirmer son ancrage territorial. « *Au sein du groupe, nous aimons nous démarquer,* affirme Tony Morais, associé et Directeur Général du Pôle Ingénierie. *Et la brique, c'est vraiment l'identité de notre région. Pensez aux maisons de Sologne, au Château de Blois ou encore à l'ancienne usine Poulain.* » Et d'affirmer que la conception des bâtiments se veut être « *un parfait exemple de notre savoir-faire* », en matière d'ingénierie donc et dans sa vision de l'immobilier et de son intégration énergétique et environnementale. Pour un investissement total de 40 millions d'euros et sur un terrain de trois hectares, l'ensemble rassemblera le nouveau siège régional du groupe, un restaurant et une crèche d'entreprise, un parking silo de 427 places, une salle de sport avec spa et piscine et un parcours de santé. Une nouvelle qui ravit évidemment les élus locaux, à l'instar de Christophe Degruelle, président d'Agglopolys qui - probablement inspiré par la brique lui rappelant les « factories » britanniques -, a usé de l'anglais en préambule de la cérémonie, pour saluer le projet du groupe Idec : « *It's a fantastic local success story* ».

PUBLI-INFORMATION | **LE CERCLE DIGITAL**

LECERCLEDIGITAL
creative campus

Enfin une école de Pub bac+5 à Tours !

Emmanuel Roc, Jérôme Argelich et les étudiants de l'école du Cercle digital

M. Roc, vous êtes le fondateur de la première école de communication à Tours, le Cercle digital. À qui s'adresse-t-elle ?

Emmanuel Roc : À tous les étudiants qui souhaitent s'orienter vers les métiers de la création. Vous y retrouverez des cours de design, photo, vidéo, graphisme, digital, mise en page, marketing, stratégie, création numérique, applis VR, création web UI/UX.

Je crois que cette année vous avez opté pour une orientation plus publicitaire ?

ER : Effectivement, l'arrivée de Jérôme Argelich qui a travaillé en tant que créatif dans de nombreuses agences de publicité à Paris vient renforcer cette direction créative et donner un nouvel élan à l'école.

Jérôme Argelich (Responsable des programmes) : Nous proposons d'ailleurs à partir de la rentrée 2023 un mastère dédié aux métiers de la création publicitaire. Les étudiants pourront y apprendre trois métiers complémentaires : la direction artistique, la conception-rédaction et le planning stratégique.

M. Argelich, j'en profite pour vous demander quelle est votre mission ?

JA : Avec Vincent Suzat (Responsable pédagogique), nous aidons les étudiants à trouver des concepts forts, construire des stratégies innovantes et donner du sens à leurs idées. Mais la créativité ne se limite pas seulement à la publicité, elle est également présente dans tous les cours enseignés au Cercle digital.

Et où les étudiants trouvent-ils l'inspiration ?

JA : La créativité est partout ! Il n'y a pas de sous-culture, tout est potentiellement intéressant et donc inspirant. De plus nous vivons une époque exaltante, le Metaverse et l'IA sont en train de transformer notre monde.

Vous parlez d'Intelligence Artificielle ?

JA : Par exemple Midjourney est une IA de création graphique fantastique. Nos enseignants en parlent déjà dans leurs cours et nos étudiants bénéficient d'un abonnement qui leur permet de tester cet outil sous toutes les coutures.

Un dernier conseil pour les étudiants ?

JA : Amusez-vous, cassez les codes et créez les grandes campagnes de demain ! N'oubliez pas, la meilleure façon de prédire le futur, c'est de le créer.

Le Cercle digital, 8 bis Rue Daniel Mayer, 37100 Tours

www.le-cercle-digital.fr

02 46 46 67 10

L'UIMM Val de Loire réunit ses adhérents à Blois

L'Union des industries et métiers de la métallurgie Val de Loire qui réunit les fédérations territoriales du Loir-et-Cher et du Cher, a tenu son assemblée générale à Blois mi-octobre. En préambule, elle a fait découvrir à ses adhérents et ses partenaires, l'un des fleurons de l'industrie du territoire : BorgWarner (voir encadré).

Après la visite de terrain, place à l'assemblée statutaire. Dans son discours d'ouverture, Frédéric du Laurens, Président UIMM Val de Loire a rappelé évidemment le contexte conjoncturel, pour le moins tendu, dans lequel se trouve les entreprises du secteur, « *sans sombrer dans le défaitisme, force est de constater que plusieurs facteurs ne sont pas favorables : la guerre en Ukraine amplifie des pressions inflationnistes sur l'énergie déjà bien installées.* » À cela s'ajoute « *les tensions sur les recrutements sont propices à l'accélération des salaires et vont finir par alimenter la spirale inflationniste déjà enclenchée.* » En réponse à cette problématique de recrutement, l'UIMM mise sur la formation. « *Car toujours plus nombreux doivent être les jeunes et les moins jeunes, que nous devons intégrer et former pour répondre au renouvellement des générations et au développement des compétences dont nos entreprises ont besoin.* » Pour y répondre, l'UIMM dispose en région Centre-Val de Loire d'un Pôle formation doté de trois entités : le CFAI pour la formation des apprentis jusqu'au diplôme d'ingénieur, l'AFPI pour la formation continue des salariés et des personnes en reconversion et TRAJECTOIRE INDUSTRIE pour la formation des demandeurs d'emploi. Frédéric de Laurens a également annoncé la signature d'une nouvelle convention collective nationale de la métallurgie, appelée à se substituer aux 76 conventions collectives territoriales en vigueur. En l'espèce, ce nouveau dispositif conventionnel de branche doit permettre l'accès des entreprises et des salariés de la branche à un cadre social plus avantageux et protecteur qui devrait renforcer l'attractivité.

BorgWarner prêt pour l'hydrogène

Avec la fin des moteurs thermiques, prévue à l'horizon 2035, l'entreprise BorgWarner (anciennement Delphi), connue pour ses injecteurs diesel, prépare son avenir et entame sa conversion à l'hydrogène.

Le bureau d'études et les ingénieurs y travaillent depuis 2020. Et début 2022, un premier prototype d'injecteur à hydrogène est né. L'entreprise mise sur la technologie de l'hydrogène brûlé. (Voir notre dossier « *Automobile, la mutation économique* » d'octobre 2021, où Jean-Luc Beduneau, directeur de l'usine, expliquait, « *c'est un dérivé de la technologie essence, une adaptation fine d'un système que l'on maîtrise depuis longtemps […] Ce n'est pas une technologie de rupture, elle permet d'utiliser toute la maîtrise que nous avons déjà de la combustion classique ainsi que la filière automobile associée. Il s'agit d'adapter les moteurs, et bien au-delà, c'est tout l'écosystème industriel qui continue de fonctionner* ».) Les prototypes ont depuis été affinés et testés en conditions réelles sur un véhicule qui sillonne les routes blésoises pour faire preuve de sa performance et de sa conformité aux taux d'émissions de CO_2 en vigueur. L'entreprise assure aujourd'hui, être en capacité de démarrer une production dans les deux ans, même à faible volume. Production qui dépend évidemment de la commande des constructeurs et d'une position claire du législateur sur les technologies d'avenir à privilégier dans les secteurs de l'automobile et du transport.

Mardi 22 Novembre 2022
18h00
esi
on parlait de **transition écologique et énergétique** pour les entreprises ?
Tables Rondes et Speed Meeting
SudExpo
83, avenue de Villefranche
41200 Romorantin Lanthenay
Informations et inscriptions :
https://esi.devup.pro
esi Entreprises Synergies Innovations

ISF, un guichet unique pour la communication

Avec le rachat en début d'année d'Imprinova, spécialiste de la signalétique, ISF Communication continue d'élargir sa palette de compétences.

Katia Dufour.

« *Notre objectif est de proposer une prestation complète en matière de communication : du conseil au routage, en passant par la création, le développement digital – création de sites, animation des réseaux sociaux —, l'impression offset et numérique, le façonnage ou encore la signalétique. Quand un client passe la porte d'ISF, nous devons pouvoir répondre à toutes ses demandes* », explique Katia Dufour, qui tient les manettes de l'entreprise depuis 2011. Avec succès, puisque reprise à l'époque à la barre du tribunal, ISF a vu depuis son chiffre d'affaires plus que quadrupler. « *Nous avons toujours enregistré une croissance à deux chiffres* », souligne cette comptable de formation, entrée dans le monde de l'imprimerie en 1993 – à l'époque chez Garillon, à Vendôme — par ce biais. L'entreprise, qui conserve des locaux à Vendôme, a quitté en février ses pénates blésoises de la rue de Vauquois pour de nouveaux locaux près de Cap'ciné : « *L'objectif est de rassembler en un même lieu tous les savoirs* », explique la dirigeante. À peine emménagée, ISF, qui compte aujourd'hui 25 salariés, s'agrandit déjà. « *Un bâtiment de 450 m² est en cours de construction – ce qui portera l'espace total à 2 000 m² – pour accueillir l'activité signalétique. Je pensais qu'il serait trop grand, mais il sera finalement d'emblée plein* », avoue-t-elle. Il faudra sans doute encore pousser les murs à l'avenir, car Katia Dufour n'entend pas en rester là. « *Nous continuerons à faire de la croissance externe, notamment pour aller chercher des compétences que nous ne maîtrisons pas encore, comme l'événementiel par exemple* », planifie l'entrepreneure. Elle concède néanmoins que la projection se fait plus incertaine : « *Le contexte baisse notre ligne d'horizon : les crises qui s'enchainent – covid, énergie, matières premières, inflation — compliquent indubitablement la donne* ». Elles ne semblent néanmoins pas avoir de prise sur le dynamisme de la chef d'entreprise, sûre de ses forces : « *Notre réactivité, notre savoir-faire et notre capacité d'adaptation sont reconnus. Chez ISF, nous aimons les moutons à cinq pattes* », assure-t-elle, exposant fièrement un leporello – un « *livre-accordéon* » – de pas moins de 4 m de long qu'elle vient de façonner pour un cabinet d'architecte. Si la clientèle d'ISF est aujourd'hui majoritairement locale, Katia Dufour n'entend, là-encore, pas en rester là : le recrutement d'un commercial pour développer la clientèle parisienne est en cours.

Frédéric Fortin

isf Créer Imprimer Communiquer

Un site web ? Indispensable !

75% des consommateurs jugent la crédibilité d'une entreprise sur le DESIGN de son SITE INTERNET

82,7% des internautes français ACHÈTENT EN LIGNE

56% des internautes n'ont PAS CONFIANCE dans les entreprises SANS SITE WEB

Oui !

Il s'agit d'un outil de communication incontournable pour répondre à vos objectifs, que ce soit de vous faire connaître ou encore d'augmenter votre chiffre d'affaires...

En fait, votre site internet c'est un commercial de votre entreprise, disponible tout le temps et partout !

En lien avec vos clients, il offre à votre entreprise une publicité permanente et détaillée, une vitrine dont vous avez le contrôle sur le contenu.

Bienvenue au Pôle Com' d'ISF
Un lieu unique bouillonnant de talents au service de votre com' PRINT & WEB

2, rue des Onze Arpents · Blois
02 54 56 43 43
contact@isf-communication.fr
isf-communication.fr et isf-imprimerie.fr

Aihdac, 40 ans et toujours de l'avant !

Aihdac, entreprise adaptée qui a pour mission l'emploi de personnes en situation de handicap (80 % de ses effectifs), souffle cette année ses 40 bougies. Née à Contres, l'entreprise, qui a connu quelques vicissitudes dans les années 1990, emploie aujourd'hui près de 160 salariés sur trois sites de production (Le Controis-en Sologne, Vendôme et Château-Renault) et une dizaine d'employés administratifs à Blois.

« *Nous sommes une entreprise comme une autre, soumise aux mêmes règles*, précise Céline Bessonnier, sa directrice. *Certes, l'entreprise est agréée par l'État, ce qui lui permet de recevoir des subventions pour financer le surencadrement, la moindre productivité et les petites adaptations du quotidien. Mais, l'entreprise vit de son activité. Notre seule spécificité, c'est la préservation de l'emploi, qui constitue notre priorité.* »

En ayant recours aux services d'Aihdac, les entreprises de plus de 20 salariés qui ne remplissent pas leur obligation d'emploi de travailleurs handicapés voient leur contribution annuelle à l'Agefiph minorée. « *C'est une porte d'entrée, mais nullement un facteur de pérennisation de la relation commerciale. Si nos clients restent fidèles, c'est avant tout grâce à la qualité de nos prestations* », vante Céline Bessonnier. Et de souligner que « *près des deux tiers de nos clients sont des entreprises qui ne sont pas soumises à cette obligation* ». Parmi les 40 % de grands comptes, on retrouve Schneider Electric ou « *beaucoup d'entreprises locales, comme StandbyMercura (La-Chaussée-Saint-Victor)* », indique-t-elle. « *70 % de notre activité ressort de la sous-traitance industrielle : assemblage électromécanique, préparation de câblages électriques, métallerie… Contrairement à ce que l'on pourrait penser, nous comptons dans nos rangs des collaborateurs aux compétences très pointues ! Même si ce qui compte avant tout lorsque nous recrutons, c'est l'aptitude à apprendre et l'envie. En ces temps de tension sur la main d'œuvre, c'est un précepte à la mode. Mais nous, nous le suivons depuis 40 ans !* »

L'entreprise essaye aujourd'hui de déployer ses ailes dans le tertiaire. Notamment dans le domaine de l'économie circulaire : réparation de cycles, reconditionnement de cafetières et de fontaines à eau, etc. L'entreprise a lancé récemment une activité de conciergerie solidaire à destination des seniors, sur le bassin de Vendôme : « *Notre concierge va chez nos abonnés pour sortir le chien, acheter le cadeau du petit-fils, changer la bouteille de gaz…* ». Une activité appelée à s'étendre, avec le vieillissement de la population. « *Nous contractualisons directement avec les particuliers. Mais des mairies réfléchissent à participer financièrement à ce service* », révèle la directrice, qui souligne qu'Aihdac « *est agréée "services à la personne", ce qui permet à nos clients de bénéficier du crédit d'impôt* ». Reste que sa plus grande fierté, « *c'est de permettre à des personnes qui, pour beaucoup, sont devenues handicapées, de reprendre pied avec le monde du travail. On leur permet de prendre conscience que si l'on adapte un tant soit peu le travail à la personne, et non l'inverse, ils sont encore capables de travailler. Un coup de pouce qui, au-delà, permet de leur redonner confiance en eux* ».

Frédéric Fortin

Déménagement : l'agence Beaugé traverse le pont

À partir du 25 octobre 2022, l'agence Axa Assurance et Banque Benjamin Beaugé change d'adresse. Située à deux pas de ses locaux historiques, la nouvelle agence sera plus spacieuse et plus pratique pour accueillir ses clients et partenaires.

Installée depuis 2007 au 27 avenue de Vendôme, dans le centre de Blois, la petite agence de 60 m² était devenue trop exiguë pour recevoir les clients et pour le confort de travail de ses collaborateurs. Les conditions d'accessibilité à l'étage ne permettaient pas de l'exploiter.
Les locaux historiques continueront à vivre, avec l'installation d'une entreprise dans le secteur tertiaire. « *Je souhaite encourager les indépendants comme moi, j'espère qu'il ou qu'elle s'épanouira dans mes locaux* », s'exprime Benjamin Beaugé.
Son agence déménage à proximité, de l'autre côté de la voie de chemin de fer, au 36 avenue de Vendôme, juste à côté de la clinique vétérinaire.

Cet emplacement présente des avantages en termes d'accessibilité, avec des places de stationnement privées. « *Plus besoin de chercher dans les rues environnantes, le parking jouxte le bâtiment* », affirme Benjamin Beaugé. Aussi, l'entrée est adaptée à l'accueil des personnes à mobilité réduite (rampe d'accès prochainement installée).

C'est une opportunité et l'amour des vieilles pierres qui ont conduit le dirigeant à choisir ce bâtiment. Il ne se voyait pas dans un bâtiment de style industriel en périphérie de ville. « *Cela ne me ressemble pas, je cherchais un lieu qui me ressemble, dans lequel mes clients et collaborateurs se sentent comme à la maison* », défend-il. D'ailleurs, un espace d'accueil de 25 m² sera aménagé sous forme de salon, propice à l'échange et à la convivialité. Il sera complété par une terrasse extérieure et une cuisine équipée. Ces espaces pourront être prêtés à ses clients ou aux associations dans lesquelles l'agence est investie, comme le Club Kiwanis de Blois et BGE Loir-et-Cher. Les 90 m² restants seront dédiés aux quatre bureaux de l'équipe.

Plus de sept mois de travaux ont été nécessaires pour réhabiliter ce bâtiment, occupé auparavant par l'entreprise Salles et Bigot. Une rénovation complète a été opérée : isolation des combles, changement des menuiseries extérieures, démolition et création de nouvelles pièces, installation des réseaux d'eau et d'électricité.

L'agence accueillera ses clients dans ces nouveaux locaux à partir du 25 octobre 2022.

Émilie Marmion

Devenez parrain ou marraine d'entrepreneurs

Parce que les chances de réussite d'une entreprise sont meilleures lorsque l'entrepreneur est accompagné, le réseau de financement et d'accompagnement Initiative Loir-et-Cher milite pour que leurs bénéficiaires soient parrainés ou marrainés par d'anciens dirigeants.

Charlotte Kozdra et Jean-Louis Fidric.

Après avoir obtenu son prêt à la création d'entreprise et s'être lancée en février 2021, Charlotte Kozdra a choisi de se faire parrainer. *« Quand on a été salariée pendant plus de 20 ans, il n'est pas évident d'adopter une posture différente. Devenir chef d'entreprise, c'est acquérir des réflexes que seul un ancien chef d'entreprise possède. Les rendez-vous avec mon parrain Jean-Louis sont importants, ça me force à m'arrêter pour réfléchir à mon entreprise, aux actions réalisées et à venir, notamment sur l'aspect commercial. Et puis, ça permet de parler, de confronter nos idées, de prendre le recul nécessaire et parfois de se confier sur ses états d'âme »*, se confie-t-elle.

Devenir parrain ou marraine d'un entrepreneur, c'est endosser le même rôle que celui que l'on attribue à un enfant : être la personne de confiance qui va l'accompagner étape après étape, jusqu'à devenir grand. C'est celui ou celle qui n'est pas omniprésent, mais disponible en fonction de ses besoins pour l'écouter, lui apporter ses conseils et son expérience de vie, toujours avec beaucoup de bienveillance.

Jean-Louis Fidric, bénévole depuis 2014 au sein d'ILC, a été séduit par l'idée d'aider et de transmettre : *« J'allais bientôt être en retraite, mais ne m'étais pas du tout préparé à cette vie d'après. Ma femme a vu un article dans L'Épicentre qui parlait du parrainage, j'ai rencontré l'équipe et j'ai tout de suite été convaincu que j'y avais ma place »*. Ancien directeur financier, RH et dirigeant d'une entreprise spécialisée dans le management de transition, il apporte une vision différente de l'organisation de l'entreprise.

Depuis huit ans, il a pu accompagner douze entrepreneurs et a même coparrainé une entreprise avec Marc Michaud, ancien président d'ILC. *« C'était une expérience très enrichissante, car Marc apportait sa vision industrielle et moi l'angle commercial. Pouvoir échanger avec d'autres parrains, c'est aussi ça la force du réseau. Mais ce qui me plaît le plus, c'est de voir mes filleuls acquérir des réflexes, quand ils me parlent de seuils de trésorerie, de leurs objectifs à six mois, c'est signe que mes conseils ont été utiles »*, conclut-il.

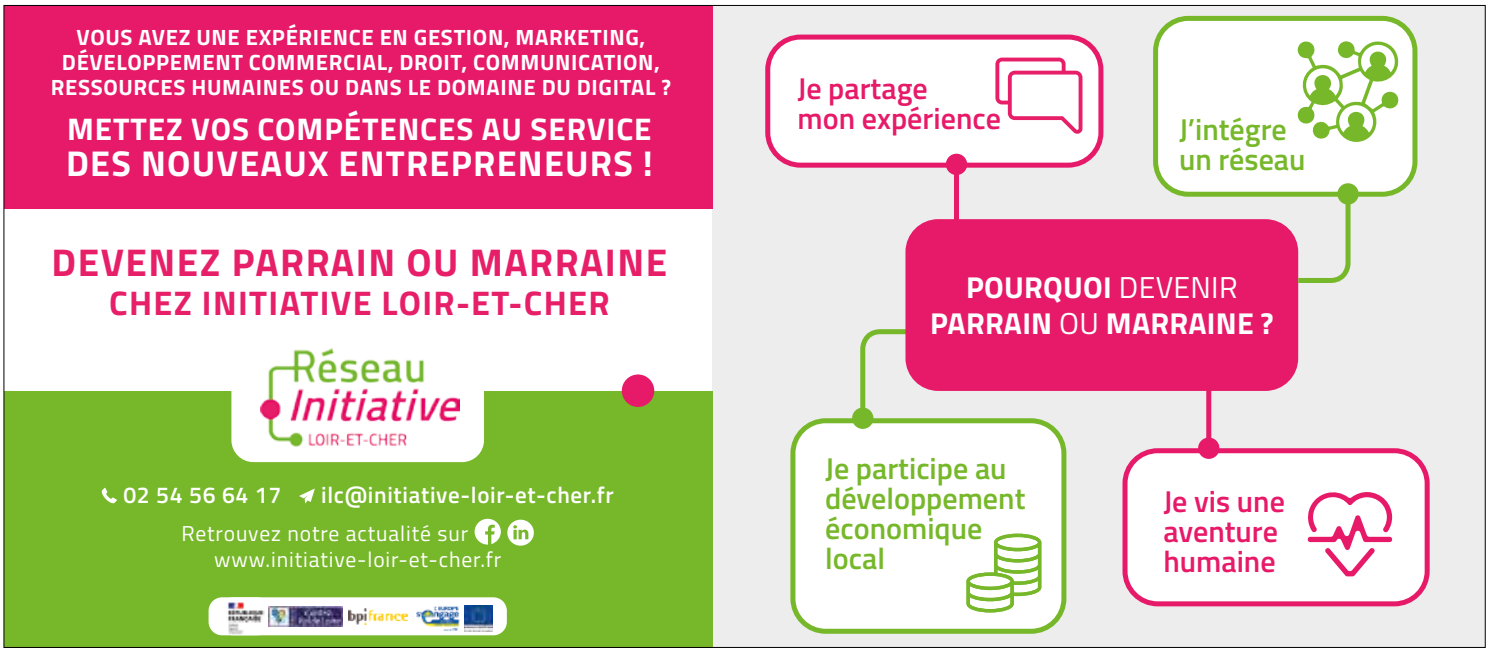
Comment devenir parrain ou marraine ?

« La première chose, c'est de venir nous rencontrer pour comprendre le fonctionnement de 'association, nos actions et la philosophie du réseau », propose Élise Chevais, directrice d'ILC.

Les nouveaux bénévoles bénéficient d'un programme d'accompagnement, d'un parrain référent et d'un guide comprenant divers outils facilitant leur mission (clés de lecture d'un bilan comptable, modèles de tableaux de bord).

Vous avez une expérience en gestion, marketing, développement commercial, droit, communication, ressources humaines ou dans le domaine du digital et vous souhaitez mettre vos compétences au service d'un réseau d'entrepreneurs et agir pour la création et reprise d'entreprise ?

Contactez-nous :
02 54 56 64 17 • ilc@initiative-loir-et-cher.fr



Tobeca fait monter la cadence de ses clients

Au mois d'octobre dernier, l'entreprise Tobeca, située à Vendôme et spécialisée dans la conception et la fabrication de machines spéciales pour l'impression 3D, vient d'installer deux nouvelles imprimantes 3D de grandes dimensions pour un de ses clients : Festilight.

Festilight est une entreprise située à Troyes (10) qui fabrique et commercialise des illuminations de Noël. Forte de l'acquisition d'une première machine en 2021, tout son process de production a été revu et intègre désormais la 3D à partir de plastiques recyclés (ABS) en tant que principale méthode de production de motifs.
Cette réinternalisation de la fabrication lui a permis de gagner en réactivité, en souplesse (avec la possibilité de lancer des productions personnalisées pour certaines communes, avec des petites quantités) et aussi en possibilités artistiques et créatives.
Les nouvelles imprimantes, des T6000, possèdent un volume utile de production de 3x1.5x1.5m et sont capables de produire plus de 120kg de pièces plastiques par jour à partir d'ABS recyclé, retraité et reformulé en France.
Les circuits, tant niveau matière que fabrication, sont plus courts et les délais sont raccourcis.
Le personnel de Festilight, tant au niveau production que maintenance, a été formé par Tobeca lors de la livraison de la première machine. Les deux nouvelles imprimantes étant très semblables, la mise en production effective a pu être réalisée en moins de deux jours sur site, encore un gage de réactivité et d'adaptation.

Une vidéo de présentation des T6000 est disponible en suivant le QR CODE.

Si vous aussi vous avez des process dans vos entreprises qui pourraient passer par de la 3D, que ce soit de la prestation, que Tobeca peut réaliser en interne (grâce à nos machines de production dans notre atelier), ou alors par l'acquisition d'un équipement sur-mesure adapté à votre besoin, contactez-nous !

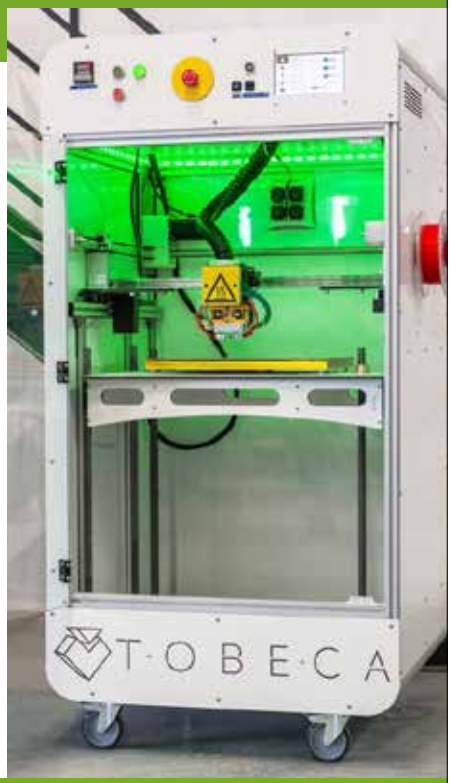
www.tobeca.fr • 09 72 39 10 06

TOBECA
LA 3D À VOTRE DIMENSION

Notre proximité ainsi que notre savoir faire vous garantiront un matériel réellement adapté à vos process de R&D, prototypage et production.

Depuis 2013, Tobeca vous accompagne dans la conception et la réalisation de vos projets liés à la 3D :

- Impressions techniques sur demande
- Conception fabrication de la machine adaptée à vos besoins
- Solutions d'extrusion et de plasturgie



Concepteur et fabricant d'imprimantes 3D et de machines de plasturgie pour l'industrie.
www.tobeca.fr Vendôme - 09 72 39 10 06

Onis contrôles va plein gaz !

« La formule du succès : se lever tôt ; travailler dur ; trouver du pétrole », avait jadis théorisé le magnat de l'or noir J. Paul Getty. Le succès fulgurant de la toute jeune société vendômoise Onis Contrôles – née en octobre 2020 et qui compte déjà près de 60 collaborateurs ! – ne doit rien à l'exploitation pétrolière.

Les énergies fossiles ne sont toutefois pas sans lien avec sa réussite, puisqu'elle a pour activité le contrôle de la conformité des travaux de rénovation énergétique pour le compte des entreprises demandeuses de certificats d'économie d'énergie (CEE, ou « C2E »). Or c'est notamment pour réduire consommation et impacts du fioul, du gaz et autre GPL que ce dispositif a été mis en place. *« Les CEE ont été instaurés afin d'imposer aux fournisseurs d'énergie d'inciter leur clientèle à lancer des chantiers de rénovation thermique pour diminuer la consommation énergétique,* rappelle Thierry Schulz, à la tête de cette SASU. *Des contrôles ont rapidement été mis en place pour lutter contre la fraude, et l'on s'est aperçu que se posait aussi des problèmes de non-qualité. Ce qui a conduit à renforcer les contrôles pour s'assurer de la bonne exécution et de l'efficacité des travaux réalisés. En 2019, le législateur a ainsi imposé aux demandeurs de CEE de les faire réaliser à leurs frais par des organismes indépendants. Ces derniers, accrédités par le Cofrac et évalués tous les ans, sont désormais au nombre de 47 »*, précise-t-il. Parmi lesquels, donc, Onis contrôles, accrédité depuis mars 2021. En pleine lutte contre le changement climatique et pour la transition énergétique, le gisement est énorme. Pour preuve, le projet de loi de finances pour 2023 prévoit que l'État mobilisera cette année encore 2,5 milliards d'euros pour le seul dispositif MaPrimeRénov'. Et la source n'est pas près de se tarir, alors qu'une récente étude de l'Institut Paris Région considère que *« sans travaux de rénovation énergétique, près d'un logement francilien sur deux sera interdit à la location d'ici 2034 »*.

Pour sortir son épingle du jeu, le dirigeant mise sur *« une intervention sur l'intégralité du dispositif CEE, qui ne se limite pas au seul contrôle sur le terrain : nous aidons ainsi nos clients à mettre en conformité leurs dossiers administratifs, nous accompagnons les installateurs dans la correction des anomalies constatées et veillons à leur montée en compétences. Plus qu'un contrôleur, nous voulons être un véritable partenaire des demandeurs CEE »*. Et pour garantir une prestation de qualité, Thierry Schulz n'entend pas s'en remettre à d'autres : *« Nous n'avons que des salariés, tous en CDI »*. L'entreprise se charge de leur formation : *« Le seul moyen de trouver des contrôleurs formés, c'est d'aller à la concurrence. Ce n'est pas notre volonté. Nous cherchons des personnes compétentes techniquement, puis les formons à l'expertise de contrôleur »*. Des formations plus ou moins longues en fonction des profils, mais auxquelles personne n'échappe : *« Le personnel administratif reçoit lui-aussi une formation technique. Et tous les techniciens passent par une semaine d'immersion dans les bureaux »*. Ce qui a notamment pour vertu d'affermir la cohésion et d'asseoir la culture de l'entreprise. En l'espèce, le dirigeant partage des tendances à la mode : *« Nous sommes très impliqués dans la défense de la planète, non sans logique vu notre activité. Par exemple, tous les 10 000 kms de nos contrôleurs – ils en font entre 50 à 80 000 par an –, nous plantons un arbre dans les forêts françaises. Et nous parrainons une ruche en Bolivie à chaque salarié embauché »*. Ce Montoirien d'adoption se veut aussi *« très soucieux du développement local. Notre cantine propose des produits locaux, nos fournitures viennent de chez Bureau Vallée, nous louons nos véhicules chez un concessionnaire local… Nous entendons être aussi un acteur de la vie locale. Nous sommes ainsi partenaires, depuis le début de son aventure, du challenge Transmanche de Véronique Robin »*. L'entreprise est par ailleurs l'un des premiers clients de la première crèche d'entreprises du département, Koala Kids. Un moyen, aussi, de fidéliser les collaborateurs. *« Dès la création de l'entreprise, nous avons mis en place un accord d'intéressement. Et tout le monde dans l'entreprise connait ses résultats. C'est une aventure collective »*, insiste le dirigeant. Et d'avertir : *« Avec la croissance des effectifs –* Thierry Schulz estime que l'entreprise devrait compter 75 collaborateurs début 2023 et bien plus au-delà *–, notre plus grand défi sera d'ailleurs de conserver le côté humain de notre organisation, avec un cadre de travail agréable et convivial. C'est le seul objectif que l'on se fixe : le bien-être au travail »*. Pour cela, il faudra peut-être prochainement pousser les murs. Située dans le *« parc Monceau »*, à côté de la gare TGV vendômoise, Thierry Schulz ne se montre pas inquiet, relevant incidemment qu'il y a *« un bâtiment de 1 200 m² disponible juste à côté »* …

Frédéric Fortin

> *« Sans travaux de rénovation énergétique, près d'un logement francilien sur deux sera interdit à la location d'ici 2034 »*

Les Bordes, un coin de « zenitude » sur la planète golf

La Banque des territoires, émanation de la Caisse des dépôts, a signé en septembre dernier, un partenariat avec le fonds d'investissement RoundShield, propriétaire du territoire des Bordes en Sologne. Cet accord doit lui permettre de construire un hôtel 5 étoiles, une cinquantaine de résidences de très haut de gamme et un village de loisirs.

Les Bordes sont une institution dans le petit monde du golf, classé dans le Top 10 européen, une référence pour les aficionados. Construits dans les années 80 par la volonté du Baron Bich, les deux parcours (l'un d'exception, l'autre, Ganay, techniquement plus accessible et dédié au commun des mortels) ont connu quelques péripéties après la mort de l'industriel. Il faut dire que le domaine de 600 hectares, sur la commune de Saint-Laurent-Nouan dans le Loir-et-Cher, a de quoi susciter les convoitises comme les ambitions.
Propriété du groupe d'investissement britannique RoundShield, le projet est de construire sur cet espace de villégiature, au cœur de la forêt de Sologne, un lieu d'exception, qui allie le luxe très privatif (source indéniable de revenus) et l'ouverture d'un espace public.

La Sologne dans le carnet d'adresses du gotha

Le projet est de taille : 180 millions d'euros pour construire un établissement hôtelier de 50 chambres, dont huit suites dans le château, où l'on trouvera aussi un restaurant gastronomique, ouvert au public.
Le projet inclut également la construction de cinquante villas, dites « servicées », c'est-à-dire vendues à des acquéreurs fortunés, qui bénéficieront des services (conciergerie, ménage, location, entretien…) gérés par le développeur hôtelier Six Senses. Ce dernier s'est fait une spécialité du tourisme à la fois zen et de haut de gamme dans le monde entier. Ces maisons devraient être commercialisées à partir de septembre 2023, ce qui ne veut pas dire construites !
Le projet immobilier prévoit aussi un spa de 1 600 m², et dans le *« village de Ganay »*, un restaurant, des commerces, des marchés, des lieux d'exposition, un bar à vin, et même un lieu de séminaires, de mariages et de conférences.
Il y aura même un espace de promotion de la communauté de commune du Grand-Chambord. Gilles Clément, son président est bien entendu ravi de cette initiative qu'il salue. *« Vous avez compris que le territoire des châteaux de la Loire prend une vraie dimension touristique. Vous avez compris que pour qu'elle prenne tout son sens, elle doit s'adresser à toutes les clientèles ».*
Le projet, s'adresse certes en priorité à une clientèle très haut de gamme, mais veut aussi préserver un accès au grand public dans certains de ses aménagements.
« Pour l'heure les études sont en cours, explique-t-on. *On travaille sur le coût des constructions bien sûr, et la façon de les contenir, dans cette période où rien n'est sûr quand on parle de matières premières ».* Pour Antoine Troesch, Directeur des investissements à la Banque des territoires : *« il était essentiel de ne pas laisser le site sans avenir, mais au contraire de lui donner une vision de développement ».*
Le démarrage des travaux est prévu au milieu de l'année 2023 et une ouverture de l'hôtel en 2025, soit deux ans de travaux.

Stéphane de Laage

Maire de Meaux, mais aussi et surtout avocat, J.-François Copé est investi depuis l'origine du projet, aux côtés de Driss Benkirane, Fondateur du fonds d'investissement RoundShield. *« C'est parce que c'est un projet de territoire que j'ai pris ce parti,* explique-t-il. *La solitude des élus locaux en charge d'un territoire est grande,* dit-il en connaissance de cause. *On pourrait écrire un livre sur le sujet. Les méandres législatives et règlementaires, les rappels à la règlementation sont innombrables. Il y a ici une histoire, écrite par le Baron Bich, il y a quelque chose de formidable à faire ».*

100% SERVICE
100% QUALITÉ
Une signature de **référence** pour tous vos projets
7/7 - 24h/24

PELLÉ ÉLECTRICITÉ
8, rue Louis et Auguste Lumière
41000 BLOIS
02 54 43 49 14
pelle-electricite.fr

CALLAC ÉLECTRICITÉ
Zac des Courtis 2 allée Ernest Nouel
41100 VENDÔME
02 54 77 66 10
callac-electricite.fr

BROUDIC PLOMBERIE
2 rue des écoles
41100 BLOIS
02 54 78 02 78
broudic-plomberie.fr

L'entreprise Plafetech sollicitée pour la rénovation énergétique des bâtiments

Créée en mars 1995 à Vineuil (41), Plafetech est spécialisée dans l'isolation, la plâtrerie et l'installation de cloisons modulaires et de plafonds suspendus.

Le constat est clair. Depuis son arrivée en juin 2016 en tant qu'associé chez Plafetech, Antoine Foucher a observé une croissance de son chiffre d'affaires, passant de 1,5 à 2,3 millions d'euros. Celle-ci s'explique par une augmentation de la demande. La société réalise 80 % de son chiffre d'affaires auprès d'une clientèle professionnelle, privée et publique, et notamment pour des bureaux, des usines, des agences bancaires et d'assurances, des écoles et des mairies. Parmi ses clients, on retrouve Groupama, le Crédit Agricole, la multinationale Procter & Gamble, le Conseil Départemental du Loir-et-Cher, l'hôpital de Blois ou encore celui de Romorantin.

Entre demande et inflation

Plafetech voit également une augmentation de la demande de la part des particuliers. *« Nous avons une belle activité à Blois,* se félicite Antoine Foucher. *Nous rédigeons beaucoup de devis ».* Grâce à cet accroissement général de la demande, l'entreprise a pu renforcer ses effectifs, passant de quatre à huit personnes embauchées ainsi que du personnel intérimaire à l'année.
Comme tout le monde, Plafetech subit l'inflation. La société est ainsi contrainte de réduire le délai de validité de ses devis, passant de trois à un mois. Cependant, malgré l'inflation, Antoine Foucher n'observe pas de problème d'approvisionnement, même s'il a moins de stock et que les délais de réapprovisionnement sont plus longs.

L'entreprise s'inscrit dans une démarche davantage respectueuse de l'environnement. D'une part, avec le tri de ses déchets et notamment le plastique, le carton et le métal. Une benne spécifique pour les plaques de plâtre sera bientôt mise en place afin de les recycler. Mais aussi, en travaillant avec des fournisseurs de la région Centre-Val de Loire.

Rénover pour économiser

Entreprises et particuliers peuvent bénéficier d'aides de l'État pour la rénovation énergétique de leur bâtiment ou de leur habitation. Pour profiter du Certificat d'Économie d'Énergie (CEE), par exemple, Plafetech gère l'ensemble des démarches. Soit le montant de l'aide est déduit lors de la rédaction du devis, soit le bénéficiaire reçoit un chèque. Concernant MaPrimeRénov, celle-ci est répartie en quatre catégories selon les conditions de ressources et le revenu des ménages. Si un foyer décide, par exemple, de refaire l'isolation des murs de sa maison par l'intérieur, celui-ci peut bénéficier d'une aide de 25€ par m² s'il est très modeste, et de 7€ par m² pour les revenus les plus élevés. Les travaux doivent être réalisés par un professionnel Reconnu Garant Environnement (RGE). C'est le cas de Plafetech qui redonne également une performance énergétique à votre logement existant équivalent à un neuf après avoir réalisé vos travaux.

PLAFETECH
PLAFOND SUSPENDU • ISOLATION • CLOISON

Professionnel ou particulier bénéficiez de notre qualification RGE pour obtenir des primes énergies

Réalisations :
• Entreprise d'agencement du bâtiment
• Plâtrier, plaquiste
• Isolation de combles, de murs & planchers

RGE QUALIBAT

202 Route de Chambord
41350 VINEUIL
02 54 43 65 63

contact@plafetech.fr • www.plafetech.fr

La Maison de la Communication

1 lieu, 6 structures, 170 experts + VOUS

La Maison de la Communication concentre en 1 seule adresse les savoir-faire de 6 entreprises expertes chacune dans leur domaine, fédérées par l'objectif commun d'offrir les solutions les plus performantes pour réussir votre communication.

Visibilité, notoriété, événementiel, communication interne et externe, opérations commerciales… A toutes les échelles, du local au national…
Pousser la porte de la Maison de la Communication permet tout autant de créer son logo, bâtir son site internet, concevoir sa campagne de pub à la radio, réaliser un reportage photo ou vidéo, organiser un événement, imprimer tout support de communication...

On pourrait en mettre une pleine page ! Le mieux c'est qu'on en parle...

MAISON DE LA COMMUNICATION
CONSEIL | CRÉATIVITÉ | RADIO | DIGITAL
ÉVÈNEMENTIEL | PHOTO | IMPRESSION

À Blois, la Maison de la Communication réunit en un seul et même endroit un panel de professionnels spécialisés dans l'image, la publicité et l'organisation d'événements promotionnels.

5 rue du Père Brottier 41000 Blois contact@maisondelacom41.fr maisondelacom41.fr

RDV de l'histoire : la longue marche de l'acculturation économique…

Traditionnellement consacrée à l'économie, la conférence d'ouverture des derniers Rendez-vous de l'histoire n'aura traité que très partiellement le sujet, notamment ignoré par le ministre de l'Éducation nationale.

© Ville de Blois

« Dans la République monarchique qui est la nôtre, le président de la République court moins le risque d'être républicain que celui de devenir monarque », théorise Michel Onfray dans son livre à charge contre le président de la République, Foutriquet. Le ministre Pap Ndiaye en a fourni l'illustration lors de la conférence d'ouverture des derniers Rendez-vous de l'histoire, traditionnellement consacrée à l'économie. Invité de dernière minute, il l'a rejointe avec pas moins de trois quarts d'heure de retard, l'auditoire, fourni et ponctuel, n'ayant d'autre choix que de prendre son mal à patience. Las, si l'attente a pu faire monter le désir, la prestation ne l'aura guère assouvi, l'historien de formation peinant à traiter le sujet. Dans ses différentes interventions, il n'aura jamais tracé le moindre lien entre éducation et économie, pas plus qu'il n'aura évoqué le rôle que son ministère pourrait – devrait ? – tenir en la matière. Francis Chevrier, directeur du festival, avait pourtant tracé la voie en introduction : *« La présence du ministre permet de mettre un coup de projecteur sur notre cycle économique et sur la place particulière qu'il a prise au sein de notre festival et au-delà. Ce cycle est un lieu de de sensibilisation et de formation à l'histoire et aux grandes questions qui agitent la vie de l'économie et de nos entreprises […]. Cette éducation économique est cruciale pour l'exercice de la pleine citoyenneté de chacun d'entre nous »*, insistait-t-il. Marie-Noëlle Amiot, présidente de la chambre de commerce et d'industrie, principal partenaire de l'événement, lui avait fait écho, en rappelant que *« L'Économie au rendez-vous de l'histoire – dont on célébrait la 9e édition – partait d'une ambition : faire en sorte que la culture économique se développe davantage dans ce pays »*. Elle avait même fourni au ministre quelques antisèches, en insistant sur la *« crise des talents et des compétences »* à laquelle les entreprises françaises sont aujourd'hui confrontées. Un domaine où l'on peut concevoir que l'Éducation nationale ait un rôle à jouer. Mais le ministre n'en a soufflé mot. Pour être exact, il en a lâché deux – « lycées professionnels » –, sans s'y appesantir, prouvant ainsi que le défi de l'acculturation économique de l'Hexagone reste entier.

La France rétrogradée ?

À dire vrai, à la tribune, seul l'analyste politique Jérôme Fourquet traita de l'économie, mettant en relief des tendances de fond ou naissantes, toujours avec un solide sens de la formule. Parmi les mouvements à l'œuvre, la tertiarisation de l'économie française, son internationalisation et l'essor des loisirs, résumés en une phrase : *« Le 31 mars 1992, fermait l'usine de Boulogne-Billancourt ; douze jours plus tard, on inaugurait Disneyland Paris, désormais 1re destination touristique européenne, employant 16 000 salariés »*. Ou, plus récemment, la *« perte de la centralité du travail »*. *« En 1990, le travail était jugé par 60% des sondés comme 'très important' dans leur vie. Cette année, c'est 24%. Les loisirs sont passés devant »*, relève le directeur du département Opinion de l'Ifop. Il signale encore : *« En 2008, 60% des sondés préféraient avoir plus d'argent, quitte à avoir moins de temps. Aujourd'hui, 60% des sondés veulent plus de temps, quitte à avoir moins d'argent. Mais les mêmes nous disent que le pouvoir d'achat est leur préoccupation numéro 1… »*. Pour *« équilibrer l'équation, on est en France, on se tourne beaucoup vers l'État »*, relève-t-il. Une situation dont ce dernier aura bien du mal à s'extraire dans la mesure où, explique-t-il, *« nous avons essuyé deux crises, celle de 2008/2012, puis celle du covid, qui ont complètement balayé un certain nombre de balises »* que des *« Français, qui ont toujours été un peu fâchés avec la macroéconomie »*, avaient fini par intégrer : le triple AAA, le seuil de 100% de dette publique rapportée au PIB… Or *« nos concitoyens […] constatent que la terre ne s'est pas ouverte. Ils se disent qu'en fait, tout cela, soit n'était pas si grave, soit qu'on leur a raconté des cracks. Ils en ont tiré une conclusion très opérationnelle : il y a une énorme cagnotte et quand le politique veut, il n'y a qu'à brancher la pompe »*. L'idée sera d'autant plus difficile à dissiper que, juge-t-il, la France, *« contrairement à l'Espagne ou l'Italie, qui savent depuis longtemps qu'elles jouent en 2e division »*, commence tout juste à comprendre *« qu'elle ne joue plus en 1re ligue »*. Et d'arguer ainsi que *« le pays de Pasteur est le seul des cinq membres permanents de l'ONU à n'avoir pas développé son propre vaccin contre le Covid »*.

Frédéric Fortin

Interview : Laurent Bouschon, directeur général de Groupama Paris-Val de Loire

« Le risque climatique devient très alarmant »

À la tête de la caisse régionale Groupama Paris-Val de Loire depuis un an et demi, Laurent Bouschon constate la récurrence et l'aggravation des phénomènes climatiques. La compagnie d'assurance encourage les mesures préventives et cherche à préserver ses équilibres financiers.

Laurent Bouschon, directeur général de Groupama Paris-Val de Loire.

En avril 2021, Laurent Bouschon a pris la succession d'Éric Gelpe à la tête de Groupama Paris-Val de Loire. Après un parcours entièrement consacré au monde de l'assurance, principalement chez Groupama, il dirige la caisse régionale présente en Île-de-France, dans la Somme et l'Oise, l'Yonne et sur l'axe ligérien (Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire). Groupama Paris-Val de Loire dispose d'un réseau de 154 agences et compte plus de 1600 collaborateurs.

L'Épicentre : *Après un an et demi en tant que directeur général de Groupama Paris-Val de Loire, quelles sont les caractéristiques et l'activité de la caisse régionale ?*
Laurent Bouschon : *La caisse régionale Groupama Paris-Val de Loire est une compagnie d'assurance de plein exercice et distribue l'ensemble des produits IARD, Vie et Services du Groupe qui compte neuf caisses régionales métropolitaines. Elle se situe en milieu de tableau avec 800 millions d'euros de chiffre d'affaires. Mais représente le plus important potentiel de développement car elle couvre un territoire où vit 25 % de la population nationale. Grâce à ce potentiel et au dynamisme de nos équipes, notre niveau de développement annuel atteint 6 % contre 3 % en moyenne pour l'ensemble des caisses régionales.*
Historiquement présents en milieu rural, nous avons renforcé nos implantations dans les zones de plus forte densité urbaine.

Ces derniers mois ont été marqués par des phénomènes climatiques répétés : grêle, sécheresse, incendies. Quelles en sont les incidences sur l'activité de Groupama Paris-Val de Loire ?
L'année 2022 sera de toute évidence une très mauvaise année pour tous les assureurs. Désormais, le risque climatique devient très alarmant. On observe à la fois une fréquence plus rapprochée des phénomènes climatiques, inondations, grêle, incendies liés à la sécheresse, et une aggravation des dégâts. Les grêlons sont passés de la taille d'une balle de golf à celle d'une boule de pétanque. S'ajoute à cela l'augmentation du prix des matières premières qui fait que les coûts de remise en état explosent.
Sur le seul premier semestre 2022, les assureurs ont payé l'équivalent de 18 mois de sinistres en temps normal. Pour le groupe Groupama, le coût du risque climatique représente déjà 900 millions d'euros sur cette année.

Cette aggravation des risques climatiques va-t-elle entraîner une augmentation des primes payées par les assurés ?
Dans la mesure où les coûts des sinistres dépassent les primes perçues et que l'exceptionnel devient récurrent, il nous faudra nécessairement préserver nos équilibres financiers en augmentant nos cotisations dans une limite qui doit toutefois rester supportable pour nos sociétaires.
Nous renforçons en même temps les mesures préventives, par exemple les alertes orage pour inviter nos assurés à mettre leurs véhicules et leurs biens à l'abri avant qu'il ne soit trop tard.

Propos recueillis par Bruno Goupille

Un projet de développement en trois P

En avril dernier, un an après son arrivée, Laurent Bouschon a lancé le projet de développement « PRSE 2025 » de Groupama Paris-Val de Loire. Construit après un travail collaboratif de 9 mois, ce plan triennal s'articule autour de trois grands axes commençant par la lettre P : Performance pour équilibrer les comptes et financer le développement, Planète pour conduire des actions volontaristes de respect de l'environnement, People pour souligner la priorité donnée à l'humain et à l'épanouissement de chacun.
Ce plan a été présenté lors d'une convention réunissant les collaborateurs et les élus de la caisse régionale d'assurance.

Interview :
Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture
« La souveraineté alimentaire est une question de liberté »

Après deux mandats de ministre en charge des relations avec le Parlement, Marc Fesneau a été nommé ministre de l'Agriculture le 20 mai dernier. Une belle promotion et un « retour à la terre » pour l'ancien élu de Marchenoir, où il vit toujours, et dont la carrière professionnelle a débuté à la chambre d'agriculture du Loir-et-Cher. Il répond à nos questions sur l'actualité et les enjeux de l'agriculture française.

Marc Fesneau est ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire depuis le 20 mai 2022.

L'Épicentre : *Après deux postes de dimension plutôt politique, vous accédez à une fonction plus opérationnelle avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Dans quel état d'esprit avez-vous abordé ce nouveau mandat ?*

Marc Fesneau : *Ce ministère est à la fois celui du temps long, mais aussi celui de la gestion de crise à laquelle il faut faire face aux côtés des agriculteurs. Depuis ma nomination, je n'ai cessé d'aller sur le terrain, à leur rencontre.*

Pour relever les défis qui attendent notre agriculture, je suis dans un état d'esprit d'action : avec une méthode, une ambition qui se décline en objectifs. Je crois dans le dialogue et dans la planification pour faire avancer les sujets car ce qui compte à la fin, c'est de garantir plus de souveraineté, plus de durabilité et plus de résilience pour nos agriculteurs et nos concitoyens dans un contexte de changement climatique pour toute notre chaîne alimentaire.

Le plan stratégique national français de politique agricole commune approuvé fin août par la Commission européenne trace la feuille de route pour la période 2023-2027. Pouvez-vous nous en résumer les axes principaux et les bénéfices attendus pour les agriculteurs et le monde rural ?

Le plan stratégique national français, c'est plus de neuf milliards d'euros par an de crédits européens et nationaux au profit de notre agriculture et de plus de 400 000 bénéficiaires.

Grâce au dialogue fructueux et efficace mené avec l'ensemble des parties prenantes, ce plan a pu être finalisé dans le calendrier que nous nous étions fixés permettant ainsi aux agriculteurs français de disposer de la visibilité nécessaire pour réaliser leurs semis et planifier leur assolement et leur conduite d'exploitation.

Entrant en vigueur le 1er janvier 2023, il porte trois ambitions principales - économique, environnementale et sociale - et vise à permettre à nos producteurs de s'engager pleinement dans les transitions, tout en relevant le défi de la compétitivité et de la souveraineté de nos filières alimentaires.

L'un des problèmes majeurs de l'agriculture française réside dans la paupérisation du métier d'agriculteur qui entraîne une importante crise des vocations. Quelles solutions l'État peut-il mettre en œuvre pour remédier à cette situation très préoccupante ?

Sans rémunération au juste prix, nous ne pourrons pérenniser notre agriculture et permettre l'installation de nouveaux agriculteurs. C'est tout l'enjeu des lois Egalim 1 et 2.

Dans moins de 10 ans, près de 60 % des agriculteurs seront en âge de partir à la retraite.

Or, le nombre d'installations d'agriculteurs reste stable, autour de 13 000 installations par an, mais ce n'est pas assez pour compenser les départs.

Le défi démographique est donc majeur et c'est bien tout l'enjeu du pacte d'orientation et d'avenir annoncé par le Président de la République le 9 septembre dernier. Il nous faut repenser le renouvellement des générations en travaillant notamment sur quatre piliers : l'orientation et la formation, la transmission, l'installation et la transition et l'adaptation face au changement climatique.

Le problème de la ressource en eau se pose de façon de plus en plus prégnante d'année en année. Comment le ministère de l'Agriculture appréhende-t-il cette question et quelles mesures doivent être prises ?

Le dérèglement climatique n'est pas un horizon, c'est du concret pour nous tous et particulièrement pour nos agriculteurs qui sont en première ligne dans les épisodes de gel, de grêle, de sécheresse, on l'a encore vu cet été...

Concernant la ressource en eau, je tiens à saluer tout le travail déjà mené avec les Assises de l'eau et le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique qui ont permis de créer des cadres de concertation communs pour des orientations claires. Désormais, il nous faut avancer en activant des leviers d'actions complémentaires : l'adaptation pour faire évoluer les pratiques vers un modèle agricole moins demandeur en eau, les ouvrages pour développer des dispositifs permettant un accès à l'eau, et l'innovation avec par exemple l'enjeu de la réutilisation des eaux usées…

Vous avez été à l'origine de la création d'une filière bois-énergie en Centre-Val de Loire, envisagez-vous de la développer au niveau national ainsi que d'autres moyens de production d'énergie à partir de l'activité agricole ?

Je souhaite un développement national harmonieux, solide, et nécessairement en lien avec les territoires, des filières énergétiques à base de biomasse. En France, le bois-énergie représentait 33 % de la production primaire d'énergie renouvelable en 2020 : il constitue la première source d'énergie renouvelable.

La ressource en biomasse demeure, un élément central dans le scénario de sobriété énergétique. En effet, il s'agit d'atteindre une production de ressources en biomasse environ 2,5 fois plus importante qu'aujourd'hui. Cette mobilisation doit être réalisée de manière durable en améliorant la gestion forestière, la gestion des terres agricoles ainsi que la gestion des déchets. La filière forêt-bois a été retenue dans les secteurs stratégiques de France 2030 avec une enveloppe dédiée de 500 millions d'euros.

L'innovation en agriculture avance à grands pas comme l'illustre la création de l'AgreenTech Valley, dédiée aux technologies numériques pour le végétal, sur le campus Xavier Beulin d'Orléans. Quelles sont aujourd'hui les priorités du ministère de l'Agriculture dans ce domaine ?

Le pacte d'orientation et d'avenir pour l'agriculture que je porterai l'an prochain comportera un axe fort sur l'innovation en agriculture. Nous aiderons les nouveaux agriculteurs qui s'installent dans cette démarche. Pour s'adapter, il faut une installation-transition. La concertation sera large, nationale et territoriale, et démarrera dans les prochains jours.

Le plan France 2030 mobilise des moyens très importants dans cet objectif, sur les thématiques prioritaires du gouvernement dans l'agriculture que sont la robotique agricole, le biocontrôle, la sélection variétale. Cette révolution du vivant, des solutions fondées sur la nature comme de l'AgriTech, bénéficie de plus de 500 millions d'euros.

Vous êtes en charge de la souveraineté alimentaire et on estime que 20 % du contenu de l'assiette d'un Français est importé de l'étranger. Dans quelle proportion et de quelle manière comptez-vous réduire cette dépendance ?

Les différentes crises que nous avons traversées comme celle de la Covid-19, ou que nous connaissons encore avec la guerre en Ukraine, ont remis sur le devant de la scène cet impératif de souveraineté alimentaire.

Il nous faut prendre conscience que la souveraineté alimentaire est une question de liberté. Nous allons donc procéder filière par filière, comme nous l'avons initié début octobre pour les fruits et légumes, afin d'identifier les problèmes qui sont multiples : produits autorisés, organisation, rémunération, etc. Il faut travailler sur tous ces chaînons pour retrouver notre souveraineté.

Propos recueillis par Bruno Goupille

Le ministre de l'Agriculture accompagnait le Président de la République lors de l'inauguration de l'événement Terres de Jim à Outarville (Loiret), le 9 septembre dernier.

« Trophée des départements » : le Loir-et-Cher en première ligne

Le Journal du département a choisi Chambord pour organiser la 1re édition des trophées récompensant son lectorat. Un choix qui ne doit rien au hasard.

Organisée par Le Journal des Départements pour mettre en valeur son lectorat, la 1re édition des *« trophées des départements »* s'est tenue au château de Chambord, le 30 septembre dernier. Le choix du lieu ne doit rien au hasard, quand on sait que le rédacteur en chef de la revue, et grand ordonnateur de l'événement, n'est autre qu'Olivier de Brabois, ancien directeur général des services du conseil général – désormais *« départemental »* – de Loir-et-Cher, alors présidé par Maurice Leroy. La cérémonie a réuni une centaine de personnes – essentiellement les récipiendaires. Elle avait un goût d'école des fans de feu Jacques Martin. Car si tout le monde n'a pas gagné, pas moins d'une bonne vingtaine de récompenses y ont été décernées, gratifiant des actions particulièrement variées, de la certification des comptes à la communication sur TikTok ou sur Instagram, en passant par le sport au travail ou la forestation. Et même un ouvrage ! Celui du président du conseil départemental de la Haute-Marne, Et si les bouseux avaient des idées, logiquement primé dans un département où l'on n'est nullement gêné de marcher dans la boue.

De cette chasse aux trophées particulièrement giboyeuse, le département hôte n'est logiquement pas reparti bredouille. Il s'est vu attribué un *« D d'or »* pour son plan de lutte contre la désertification médicale 2022/2028 *« Le 41 en bonne santé »*, mis en place alors que le Loir-et-Cher se situe au 75e rang pour le nombre de médecins par habitants et au 77e rang s'agissant de l'âge moyen des généralistes (plus de la moitié ont plus de 55 ans). Recevant le trophée, le président Philippe Gouet a égrené plusieurs mesures prévues dans ce cadre : bourses aux étudiants, aides à l'achat de matériel, à la création et à l'extension des maisons de santé, ou encore le développement des dispositifs de télémédecine *« de qualité, avec du matériel de haut niveau utilisé par l'armée, pas celle des pharmaciens »*, a-t-il précisé. Au total, un investissement de 10 millions d'euros sur la période. Reste à espérer que les professionnels en place, qui ne comptent habituellement par leurs heures sans bénéficier pour autant d'aides, ne se démobiliseront pas, alors que, par ailleurs, la perspective de pouvoir revendre leur fonds est désormais quasi nulle.

PUBLI-INFORMATION | CHAMBRE D'AGRICULTURE

Accompagner les agriculteurs dans leur maîtrise du numérique

En septembre dernier, Franck Jacquet a pris ses fonctions de conseiller numérique à la Chambre d'agriculture de Loir-et-Cher. Une arrivée résultant du projet du gouvernement financé par le plan France Relance qui met en place 4000 conseillers numériques à travers le pays. La création de ce poste marque la volonté de la Chambre d'accompagner les agriculteurs vers le numérique.

Franck Jacquet assure un accompagnement aussi bien humain que technique. *« Nous proposons des entretiens individuels, via un accueil téléphonique et des rencontres personnalisées qui peuvent se dérouler à la Chambre ou sur l'exploitation. Cet accompagnement est complété par un volet collectif avec le développement d'ateliers de formation en petit groupe »* explique le conseiller.

Ainsi, Franck Jacquet aide les exploitants agricoles dans leur utilisation quotidienne des outils numériques : prendre en main du matériel, gérer ses courriers, apprendre les bases de la bureautique, réaliser une démarche en ligne... L'accompagnement peut aussi porter sur l'utilisation de logiciels-métier qui facilitent le travail des agriculteurs au quotidien. Une nouvelle offre d'autant plus nécessaire que le numérique est en évolution permanente. C'est aussi l'occasion de sensibiliser les agriculteurs à la cybersécurité et de les mettre en garde contre les dangers de l'usurpation d'identité et de l'hameçonnage.

« Une grande partie des agriculteurs sentent bien que l'avenir passe par la maitrise de ces nouveaux outils. D'autres doivent accepter de s'investir dans ces nouvelles pratiques devenues incontournables. Je leur montre ce que le numérique peut leur apporter, à eux et à leur entreprise. L'objectif est qu'ils arrivent à faire les choses seuls en prenant de bonnes habitudes. »

Contact : 06 35 54 24 91
franck.jacquet@loir-et-cher.chambagri.fr

Dans la région, les départements du Loiret, d'Eure-et-Loir, du Cher et d'Indre-et-Loire ont également été primés. Le premier doublement, en recevant le trophée « *Environnement* » d'une part, et le « *trophée spécial Connaissances du terrain* » d'autre part, attribué à son directeur général des services. Le deuxième a reçu le trophée « *Emploi* » pour la mise en place, en 2009, de Boost'Emploi, dispositif visant à mettre en relation allocataires du RSA et recruteurs (non sans rappeler Job41, lancé en 2017). Le troisième le trophée « *Citoyenneté* » et le quatrième le trophée « *Transition numérique* », récompense qui ne manque pas d'à-propos puisqu'il vient d'être victime d'une cyber-attaque à l'été.

Enfin, un « *grand prix de la camaraderie* » a également été remis à une personnalité bien connue de la région : Gilles Lagarde, ancien préfet de Loir-et-Cher et ancien directeur général des services du conseil général d'Indre-et-Loire. Désormais directeur de cabinet du président du Sénat – qu'il avait connu alors que ce dernier présidait l'Épic de Chambord –, le lauréat a relevé dans son discours que « *Le Journal des départements, c'est aussi celui des copains d'Olivier de Brabois* ». À dire vrai, on l'avait plus ou moins deviné.

Frédéric Fortin

MUTUELLE SANTÉ

du 29 août au 31 décembre 2022

150 € offerts

pour toute nouvelle souscription d'un contrat Santé*

Votre devis ici :

Groupama PARIS VAL DE LOIRE

*Du 29 août au 31 décembre 2022, 150 € offerts sur la cotisation de la première année d'assurance pour toute nouvelle souscription d'un contrat Groupama Santé Active ou Groupama Santé Active Senior d'une durée d'un an minimum à partir de la date d'effet. Toute résiliation avant ce délai, entraînera un remboursement du montant de cet avantage par le sociétaire. - Voir conditions d'éligibilité et modalités en agence. **Groupama Paris Val de Loire** - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Paris Val de Loire - 60 bd Duhamel du Monceau - CS - 10609 - 45166 Olivet Cedex - Siège social : 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 Antony Cedex - 382 285 260 RCS Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, située 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09. www.groupama.fr - Crédit photos : Shutterstock - Création : Communication commerciale et digitale Groupama Paris Val de Loire - 07/2022

Le personnel des collèges du Loir-et-Cher à l'honneur !

Le Conseil Départemental du Loir-et-Cher lance une campagne de communication présentant les différents métiers de ses agents dans les collèges publics du département. Les visuels décalés de la campagne mettent l'accent plus spécifiquement sur l'aspect humain du personnel, pas toujours bien reconnu, qui s'implique au quotidien pour les collégiens.

Des visuels colorés, des agents qui prennent la pose avec humour, des accroches décalées *« Nathalie, une femme de goût », « Eddy, agitateur de papilles », « Nassira, reine de la gâchette »*, … Pour une campagne de communication qui vise à souligner que 260 agents départementaux assurent quotidiennement l'accueil, l'entretien, la restauration scolaire, la maintenance des bâtiments et des espaces verts dans 26 collèges publics du Loir-et-Cher.

Les agents des collèges sont un maillon essentiel dans le projet éducatif des établissements. *« Si le travail des agents de collèges est souvent peu mis en lumière, la crise a rappelé combien il était essentiel à la continuité et au bon fonctionnement des établissements scolaires. Nous souhaitons davantage valoriser cet engagement et ces savoir-faire précieux en renforçant l'accompagnement de nos agents dans leur quotidien »* précise Claire Foucher-Maupetit, vice-présidente chargée de l'éducation, de l'enseignement supérieur, des collèges et des bâtiments.

Nassira Baroudi, chargée d'entretien et de restauration au collège F. Rabelais.

Eddy Guy, chef de cuisine au collège de Blois Vienne.

Les agents se sont prêtés avec plaisir au jeu de la pose. *« Cette campagne a le mérite de mettre en avant nos métiers »* explique Nassira Baroudi, chargée d'entretien et de restauration au collège F. Rabelais. Elle précise *« Nous accomplissons nos tâches tout en ayant des contacts fabuleux avec les jeunes. Nous sommes invisibles aux yeux des parents alors que nous sommes quotidiennement avec leurs enfants. »*. Eddy Guy, chef de cuisine au collège de Blois Vienne est un ancien militaire en tant que cuisinier *« Il n'est pas acquis que pour travailler dans un collège, il faut postuler au Conseil Départemental. Je ne le savais pas avant d'arriver dans ce secteur. La cuisine en collectivité, c'est spécifique et faire 560 repas par jour pour les collégiens, c'est un réel ravissement. Nous avons la chance d'avoir une variété de produits locaux incroyables ici, je peux me faire plaisir et par ricochet faire plaisir aux jeunes. »*
Le conseil départemental a mis en place des outils pour encourager la restauration scolaire à s'approvisionner au plus près en s'appuyant sur des circuits de proximité. En effet, la légumerie départementale propose des produits frais transformés, issus de fermes locales. Concrètement trois agents lavent, épluchent, tranchent et mettent sous vide carottes, oignons, choux… Ces légumes crus sont livrés aux chefs de cuisine en fonction de leurs commandes. Les élèves dégustent ainsi des produits frais de proximité et de saison. Rappelons que 1 400 000 déjeuners ont été servis en 2021 dans les 26 restaurants scolaires gérés par le département.

Cette campagne de communication a le mérite de valoriser les agents des collèges publics. Elle souligne également que le Département souhaite offrir aux 13 300 collégiens, les meilleures conditions d'apprentissage.

Sophie Manuel

Le Lab d'Agglopolys a fêté ses cinq ans

Agglopolys
Communauté d'agglomération de Blois

Il y avait foule, le 18 octobre dernier au Lab pour fêter les cinq ans de cet outil structurant au service du développement économique d'Agglopolys.

« On célèbre aujourd'hui un événement important, celui d'un pari qui n'était pas gagné d'avance » a souligné Christophe Degruelle, Président d'Agglopolys, la Communauté d'agglomération de Blois, lors de son discours. Il est vrai que cet ensemble d'immobilier n'a aujourd'hui plus rien à voir avec les anciens villages d'entreprises, tant sur l'aspect esthétique que dans son occupation. Pour rappel, trois enjeux se jouaient sur ce site : celui d'une requalification architecturale, d'une identification dans le quartier « Politique de la Ville » et d'en faire un lieu de vie entrepreneurial pour tout le territoire d'Agglopolys. *« Les élus qui ont cru en ce projet et l'ont porté, et notamment Marc Gricourt, peuvent être satisfaits, j'estime que sur ces trois champs, c'est gagné ! »* se félicite le président de l'agglomération.

Deux ans de travaux ont été nécessaires pour réhabiliter les deux bâtiments dont la gestion a été confiée à 3 Vals Aménagement pour la partie immobilière et BGE Loir-et-Cher pour la partie commerciale et de l'animation entrepreneuriale. Cinq ans plus tard, le Lab peut se vanter d'un taux d'occupation de 100 % de ses bureaux et ateliers avec 35 entreprises installées aujourd'hui et plus d'une trentaine de jeunes dirigeants accompagnés dans le dispositif de la pépinière depuis sa création.

L'esprit Lab

« Au-delà des projets économiques, ce sont des aventures humaines qui se jouent dans cet espace. J'entends souvent ''Je vais au Lab'' et ''Je suis un labitant'', c'est la preuve de l'existence d'un véritable écosystème dans lequel chacun trouve son intérêt, qu'il soit coworker, jeune entrepreneur ou partenaire des entreprises » se satisfait Christophe Degruelle.
Une bonne rencontre, un conseil avisé, une mise en relation qui a permis de débloquer une situation, sont autant d'exemples qui démontrent l'importance des services proposés au sein de cet espace.

Lucie Cheroux – Psychologue du travail, labitante.

Paroles de labitants

« C'est un véritable lieu ressource, à la fois dans la variété des compétences qui y règnent et dans l'énergie qui s'y trouve. La force du réseau commun est un véritablement gain de temps lorsqu'on se lance dans l'aventure entrepreneuriale. Sans un lieu comme celui-ci, l'indépendance pourrait vite être synonyme de solitude. Alors qu'en travaillant ici, on retrouve les avantages d'une synergie d'équipe entre indépendants. » Lucie Cheroux – Psychologue du travail
« Après une première année d'exercice à mon domicile, j'ai intégré la pépinière en septembre 2019. En trois ans, le cabinet s'est développé et nous sommes aujourd'hui quatre personnes à y travailler. Ma période d'accompagnement est terminée, j'en retiens beaucoup d'entraide et des moments de convivialité. Nous avons trouvé d'autres locaux sur l'agglomération blésoise, mais nous resterons en lien avec les labitants qui sont devenus comme mes collègues » Nacéra Marchand – Cabinet d'expertise comptable Axécibles.

Contact : Le Lab - 3/5 rue Roland-Garros à Blois
Tél. 02 54 74 77 21 - lelab@agglopolys.fr

Émilie Marmion

Le Lab, c'est :

- un hôtel d'entreprises (bureaux et ateliers)
- une pépinière avec accompagnement personnalisé
- des espaces de travail partagés : coworking, cabines acoustiques, salles de réunions et bureaux individuels, salon de réception
- des services : permanences d'expert comptable et avocat d'affaire, courrier, traiteur à la demande, animation, événementiel

L'aître Saint-Saturnin à Blois bénéficiaire de la Mission Patrimoine de Stéphane Bern

Soutenue par la DRAC et le Ministère de la Culture et déployée par la Fondation du Patrimoine, la Mission Patrimoine confiée à Stéphane Bern par le gouvernement va financer la restauration de l'aître Saint-Saturnin à Blois.

Le 29 novembre 2021, jour de la Saint-Saturnin, la Mairie de Blois déposait un dossier de candidature auprès de la Mission Patrimoine pour rénover l'aître Saint-Saturnin à Blois. Construit au XVIème siècle, ce monument abritait au départ un ancien cimetière à galeries. Situé juste en face de l'église Saint-Saturnin, l'aître a ensuite été transformé en buanderie-séchoir pour l'hospice général de Blois. Il a enfin été converti en dépôt lapidaire afin de stocker près de 600 objets dits lapidaires, c'est-à-dire surtout des pierres et des éléments architecturaux sculptés.

Tous mécènes

« Ce lieu méconnu représente un atout pour la ville de Blois, explique Maxime Blot, chef de projet mécénat et partenariats à la Ville de Blois. *Il fait partie du patrimoine de la ville ».* Le budget de sa restauration est estimé à deux millions d'euros. Le montant de l'aide accordée par la Mission Patrimoine sera annoncé en décembre prochain. *« La Mission Patrimoine ne financera pas tout,* poursuit Maxime Blot. *Il faut trouver des financements complémentaires, notamment grâce au mécénat d'entreprises et au mécénat de particuliers ».* Ce dernier sera lancé le 16 novembre prochain.

Cette rénovation a quatre objectifs : la transformation du dépôt lapidaire en véritable musée lapidaire, l'accueil du public scolaire, l'organisation d'évènements scéniques, et le développement d'un tourisme d'affaires avec une possibilité de location pour des réceptions ou des cérémonies. Aujourd'hui peu ouvert au public, hormis pendant les Journées du Patrimoine et quelques dimanches dans l'année, la Ville de Blois espère débuter les travaux de l'aître d'ici 2024 pour une ouverture au public prévue en 2026.

Pour faire un don en ligne :
https://www.fondation-patrimoine.org/79917

Maxence Yvernault

LEXUS UX 250h 2WD PACK BUSINESS

À PARTIR DE **459 € / MOIS** (1)

ENTRETIEN - ASSISTANCE & DÉPANNAGE INCLUS

Location Longue Durée 36 mois et 60 000 km, 1er loyer majoré de **4 329 €**

EXPERIENCE AMAZING : VIVEZ L'EXCEPTIONNEL

Gamme Lexus UX Hybride : Consommations (L/100) et émissions de CO2 (g/km) en conditions mixtes selon norme WLTP : de 5,3 à 6 et de 120 à 137. (1) Exemple pour la location longue durée d'un Lexus UX 250h 2WD Pack Business MC23 neuf avec stage Electrified Program au prix total de 43 290 € (tarif conseillé N°1105 au 16/09/2022), sur une durée de 36 mois et 60 000 km, 1er loyer majoré de 4 329 € suivi de 35 loyers mensuels de 459€. Montants exprimés TTC hors prestations facultatives et hors frais d'immatriculation et malus. Offre non cumulable, réservée aux professionnels, valable pour toute commande passée jusqu'au 30/11/2022 (hors évolution du tarif constructeur et dans la limite des stocks disponibles) auprès d'un concessionnaire agréé Lexus d'un UX 250h (modèle décrit ci-dessus) neuf en location longue durée selon les Conditions Générales de Location longue durée et prestations de services associés Kinto One en vigueur, et sous réserve d'acceptation du dossier par KINTO France SAS, 36 boulevard de la République 92420 Vaucresson, RCS 852 462 605 - n° ORIAS 19 006 314 consultable sur www.orias.fr. Sous réserve de variation de la fiscalité et/ou du tarif constructeur en vigueur.

LEXUS ORLÉANS 540 rue de la Bergeresse - 45160 Olivet - 02 38 81 38 00
lexus.orleans@groupebernier.com • www.lexus-orleans.fr

Lexus Orléans

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

© Jérémy Clavier

Émilie Tardif, Directrice déléguée de TV Tours.

Une fois n'est pas coutume, la présentatrice de TV Tours, Émilie Tardif, s'est prêtée au jeu de l'interview Pause-café. Pétillante et créative, elle se livre avec authenticité sur son parcours professionnel et quelques confidences plus intimistes.

Vie professionnelle

1 ◇ Quels sont le meilleur échec et la pire réussite de ta vie professionnelle ?

Mon meilleur échec, c'est d'avoir raté le concours de l'école de journalisme. Sur le moment, j'ai trouvé ça dur, car je voulais faire ce métier depuis toute petite. Mais grâce à cet échec, j'ai voyagé aux États-Unis et j'ai suivi une formation de communication en médiation culturelle. Ces deux expériences m'ont ouvert au monde et appris à prendre en considération les attentes des téléspectateurs. L'impact, c'est qu'aujourd'hui, mon ton journalistique est plus léger. Ma pire réussite, je dirais que c'est actuellement, être directrice de TV Tours, responsable de production audiovisuelle du groupe NR : c'est assez incroyable !

2 ◇ Si tu devais compléter la phrase suivante, tu dirais quoi ?
« Pour passer de l'idée au projet, il faut un peu de… et beaucoup de… sans trop de… pour y arriver. »

Il faut : un peu d'huile de coude, beaucoup d'imagination et de fantaisie, sans trop d'autocensure.

3 ◇ Se créer un réseau : où et comment ?

Je dirais : partout et tout le temps, puisque ton réseau se créé tout seul en fonction de qui tu es. La façon dont tu vas agir, où tu vas aller, quelles personnes tu abordes, peu importe le contexte, l'important, c'est d'être soi et d'être cool. Si tu passes ton temps à faire des courbettes dans des soirées business, mais que tu snobes les gens quand tu les croises dans la rue, ça ne marchera pas. Construire son réseau, c'est dire bonjour et merci le matin à son boulanger et ne pas uniquement distribuer tes cartes de visite dans ta petite robe !

Parlons de toi

1 ◇ Quelle est ta routine anti-stress ?

J'en ai plusieurs, tout va dépendre de l'heure de la journée. Si j'ai une grosse réunion le matin, je vais me lever plus tôt pour faire un peu de méditation avant d'être avec ma famille. Si c'est après 19 h, boire un bon verre de vin fera l'affaire.

2 ◇ Tu es particulièrement douée pour… et pas douée pour…

Je suis assez douée pour mettre de l'ambiance, je ne peux pas m'empêcher de faire le clown, d'animer, même dans ma vie personnelle. J'adore chanter, mais je crois que je ne chante pas très bien (d'ailleurs, ma fille me le fait remarquer !).

3 ◇ La dernière fois que tu as ri aux larmes, c'était pour ?

C'était dans l'émission Qui veut gagner des rillons, que j'anime. Un candidat n'a pas obtenu une seule bonne réponse, pourtant dans les propositions, je mets toujours de grosses bêtises. C'est celles-ci qu'il choisissait systématiquement, et il en était convaincu ! C'était dingue, tout le monde pleurait de rire sur le plateau. J'ai la chance de rire aux larmes dans mon boulot et ça, c'est plutôt cool !

Émilie Marmion

Du Loir-et-Cher aux grandes écoles

«Du Loir-et-Cher aux grandes écoles» est le nom de l'association fondée par Jean-Baptiste Baudat et quatre autres jeunes actifs pour que la ruralité soit mieux représentée sur les bancs des grandes écoles.

Les fondateurs de l'association, dont Jean-Baptiste Baudat à gauche.

C'est sa rencontre avec le président de la fédération *«Des territoires aux grandes écoles»* qui va amener Jean-Baptiste Baudat à prendre conscience du caractère singulier et exemplaire de son parcours. Avec deux amis romorantinais et deux vendômoises, il crée alors la 33e association départementale affiliée à cette fédération en janvier 2021.
Dans cette fédération, on constate la sous-représentation des étudiants issus de la ruralité dans les hautes études alors que les petites et moyennes communes composent la majorité de l'Hexagone. *«Pourtant, hormis les grands lycées parisiens, on a les mêmes résultats au baccalauréat»*, constate Jean-Baptiste Baudat. Il explique cela par l'ancrage sociétal de *«trois3ormes de censure : les élèves, les professeurs et les parents»* : l'élève qui manque de confiance en lui, le professeur fataliste et les parents attachés à leur terroir. À l'autocensure s'ajoutent le manque d'informations et le frein financier. *«Depuis la réforme des lycées, les jeunes doivent anticiper, commencer à construire leur carrière d'étudiant»* sans connaître les règles implicites ni avoir les contacts, contrairement aux jeunes résidant dans les agglomérations. *«On a monté cette association parce qu'il y a cette difficulté pour les jeunes des territoires ruraux à réussir, à aller à la conquête des études supérieures»* et pour développer l'interrelationnel.
Pour contribuer à plus d'égalité des chances, la centaine de parrains et marraines de l'association, tous étudiants ou jeunes actifs issus des hautes études (architectes, ingénieurs, journalistes…), interviennent dans les lycées pour rassurer, notamment en partageant leur réussite personnelle : *«C'est une fierté d'avoir réussi, il ne faut pas en avoir honte. Et c'est une fierté qui se partage.»* Ils *«proposent du mentorat individualisé»* et viennent également d'octroyer cinq bourses à des élèves de Romorantin et de Blois grâce à leurs mécènes (banques, entreprises, collectivités territoriales et leur fédération en partenariat avec la fondation Hermès), *«chacun touche 6 000 € en deux ans»*. Ces précurseurs impulsent l'envie à leurs cadets qui osent ainsi viser la Sorbonne, Sciences Po… L'attribution de cette bourse ne dépend pas seulement de l'excellence scolaire ni des revenus. Basée sur la méritocratie, elle s'attache à favoriser l'ambition. Le jury, constitué par l'association, ses mécènes et des représentants des études supérieures, les a choisis parmi une soixantaine de demandes transmises par les lycées conventionnés.
Leur jeune association projette de doubler le nombre de bourses en trouvant des mécènes locaux, de conventionner avec les lycées de Vendôme. Jean-Baptiste Baudat voudrait aussi agrandir la *«chaîne de solidarité intergénérationnelle»* avec des *«mentors plus expérimentés qui pourront aider les parrains»* et faire découvrir leur métier.

Jean-Baptiste Baudat, président *«Du Loir-et-Cher aux grandes écoles»*

Ce magistrat vit désormais entre Paris et Romorantin où il est né.
Comme les lycéens qu'il rencontre, il ne s'était pas imaginé haut fonctionnaire. *«J'ai préparé le concours pendant deux ans et je ne me suis pas présenté. Au lycée Pothier à Orléans, personne avant moi ne l'avait réussi; je ne voyais pas pourquoi je l'aurais réussi.»* Certains l'en ont même dissuadé : *«L'ENA, ce n'est pas pour vous parce que vous venez d'un lycée de province»*, lui a-t-on objecté.
Pourtant, cette voie semblait logique pour lui, bercé par l'engagement de ses parents et grands-parents. *«J'ai toujours aimé débattre dans la cour de récré. J'avais l'idée de justice ancrée en moi.»*
C'est un stage à la mairie de Romorantin qui va lui donner l'envie de se lancer dans l'administration et dans la politique. *«L'ENA, c'est le graal pour qui veut prendre des décisions d'intérêt général.»* Cette réussite est une «forme d'hommage à mon grand-père qui était Résistant, une forme d'accomplissement dans l'histoire familiale».
Mais *«à l'ENA, j'étais l'un des seuls à venir d'un territoire rural. On parle beaucoup d'égalité femme-homme, d'égalité sociale, qui sont importantes, mais on ne parle pas souvent d'inégalité territoriale. Plus de la moitié de la promotion vient de Paris ou des grandes villes comme Lyon, Bordeaux ou Marseille. Peu viennent des petites villes alors que c'est la majorité de la population. Cela veut dire que les jeunes de nos villes moyennes et de nos villages ne vont pas dans les grandes écoles. C'est un problème parce qu'on parle beaucoup d'ascenseur social, mais pas d'ascenseur territorial. Mes origines, je les arbore fièrement»*, conclut-il.

https://duloiretcherauxgrandesecoles.fr

Laëtitia Piquet

Les premières bourses ont été attribuées à cinq lycéens du Loir-et-Cher ambitieux.

Mariana Bui couronnée meilleure apprentie de France

© Mariana Bui

Seulement âgée de 19 ans, Mariana Bui développe des compétences qui valent de l'or : elle est montée en haut du podium des Meilleurs Apprentis de France.

Habitant à Villeherviers (41), Mariana Bui a fréquenté le lycée général Claude-de-France de Romorantin pendant deux ans. Alors en seconde générale, elle consulte une conseillère d'orientation. La passion du bricolage qu'elle partage avec sa mère l'amène à choisir l'enseignement professionnel.
Au lycée professionnel d'Arsonval à Joué-lès-Tours (37), elle prépare désormais un bac professionnel dans l'aménagement et la finition du bâtiment. *«Je pensais qu'il n'y avait que de la peinture, mais on apprend aussi le placoplâtre, le papier peint, le parquet»*, détaille-t-elle. Contrairement aux idées reçues, elle se retrouve dans une classe mixte. Selon elle, la féminisation du métier *«aide, change le regard. Il n'y a pas que les mecs qui peuvent le faire!»* Dans cette filière, elle doit trouver des stages, deux par an. Elle en effectuera un à Vierzon, un autre à Romorantin chez Dessiaume Rénovation… *«Les patrons n'acceptent pas facilement de peur de tomber sur des apprentis peu motivés.»*

Doublement médaillée

Lorsqu'un enseignant propose à sa classe de participer au concours des Meilleurs Ouvriers de France, elle s'inscrit. Elle travaille pendant plusieurs mois pour réaliser deux portes en stuc et en laque, sur le thème de Marianne et la Marseillaise de Rouget de Lisle, en suivant des côtes et en utilisant les matériaux indiqués. En juin, au palmarès régional, elle reçoit la médaille d'or dans la catégorie *«peintre applicateur de revêtements»* et, lauréate nationale, elle recevra une 2de médaille d'or en janvier. Cela lui donne envie de concourir à nouveau et peut-être prétendre devenir un jour Meilleure Ouvrière de France.
En attendant, après le bac, *«soit j'essaierai une école à Paris pour apprendre d'autres techniques ou je chercherai une entreprise spécialisée dans les sols en résine»*. Plus tard, elle envisage de se mettre à son compte et conseille, pour une orientation réussie, de *«ne pas se baser sur les préjugés!»*

Laëtitia Piquet

L'insertion professionnelle, ça fonctionne !

Depuis dix ans, le GEIQ 41 favorise l'insertion des personnes éloignées du marché du travail grâce à l'alternance. Cette association a profité de sa soirée anniversaire, le jeudi 13 octobre au Carroir à La-Chaussée-Saint-Victor, pour présenter le bilan de « 10 ans de recrutement autrement ».

GEIQ, quatre lettres pour un dispositif incontournable dans le secteur de l'emploi en Loir-et-Cher. Ce Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, créé il y a 10 ans à Blois, est devenu un tiers nécessaire entre l'entreprise et le futur salarié. Sa mission est double : impliquer les entreprises et les soutenir pour qu'elles s'engagent en faveur de l'emploi durable, et insérer socialement et professionnellement des personnes éloignées de l'emploi. L'objectif commun est de permettre une formation qualifiante comme voie d'insertion vers l'emploi stable.

Le double tutorat

La présidente Alexandra Nouvellon a confirmé lors de la soirée anniversaire le succès et le savoir-faire du GEIQ. 25 entreprises du département adhérent actuellement à l'association. Créé au départ pour combler la pénurie de main d'œuvre dans le tertiaire (conseiller relation, assistant administratif...), le GEIQ 41 couvre aujourd'hui tous les secteurs (BTP, Coiffure…). Concrètement, le GEIQ sélectionne, recrute et met à disposition de ses adhérents des salariés en contrat d'alternance ou d'insertion. Isabelle Beaudoux, directrice du GEIQ 41, précise : *« nous organisons les parcours de formation pour les salariés et nous leur faisons bénéficier d'un double tutorat (l'entreprise et le GEIQ), et d'un accompagnement socio-professionnel. Ce rôle de médiateur entre l'entreprise et le salarié sécurise tout le monde. »*

Les chiffres témoignent : 215 personnes embauchées par le GEIQ 41 depuis sa création en 2012 par Isabelle Soirat, fondatrice du groupement en Loir-et-Cher et aujourd'hui vice-présidente d'Agglopolys. Le clip projeté lors de la soirée anniversaire indique que ce dispositif peut convenir à toute personne de 16 à 66 ans. Quatorze salariés ont suivi les modules d'insertion en 2021. Il y a seize contrats en cours, avec 360 heures de formation par semaine en moyenne, ce qui se conclut, tout de même, par 82 % de réussite à l'examen et 93 % de sorties vers l'emploi.

200 GEIQ en France

Le secrétaire général de la Fédération française des GEIQ, Francis Levy, a dévoilé pendant cet anniversaire les clefs du fonctionnement du système GEIQ en France. Elles sont au nombre de six : le

De gauche à droite, Isabelle Beaudoux, Directrice du GEIQ41 ; Francis Lévy, Secrétaire général de la FFGEIQ ; Alexandra Nouvellon, Présidente du GEIQ41 ; Jean-Luc Gasparini, Vice-président du GEIQ41 ; Isabelle Soirat, Fondatrice du GEIQ41 ; et Issiaka Bagaté, Délégué régional du Comité régional GEIQ CVL.

pilotage par les entreprises adhérentes, l'insertion et la qualification durables, l'existence du contrat de travail qui structure l'alternance entre l'entreprise et la formation, l'accompagnement, et l'ancrage territorial avec des partenaires locaux. Ce système si spécifique connaît un beau succès. Des associations spécialisées dans de nouveaux secteurs comme le numérique, le sport et l'animation viennent d'être créées.

geiq41.fr

Sophie Manuel

PUBLI-INFORMATION | **ENEDIS**

Enedis recrute : zoom sur le métier de Chargé de Projets

Peu connu, le métier de Chargé de Projets chez Enedis est pourtant essentiel au bon fonctionnement du gestionnaire de distribution du réseau électrique. Stéphanie Garnier, Chargée de Projets pour Enedis Centre-Val de Loire, lève le voile sur les spécificités de ce métier polyvalent, pour lequel Enedis a lancé une campagne de recrutement.

« Chargé de Projets ? Il y a beaucoup de choses à dire, c'est un métier passionnant », déclare spontanément Stéphanie Garnier qui travaille au sein d'Enedis depuis 2016, et en qualité de Chargée de Projets depuis 2 ans. *« J'étais dans la partie logistique. Je ne connaissais pas ce métier, je pensais qu'il était uniquement destiné aux techniciens, si j'avais su que ce n'était pas le cas, j'aurais foncé beaucoup plus tôt »*, poursuit-elle, enthousiaste.

Les principales missions d'un Chargé de Projets chez Enedis ?
Développer et renouveler le réseau électrique, et satisfaire la demande de raccordement électrique des clients, qu'il s'agisse d'un particulier, d'un professionnel ou d'une collectivité. Plus précisément, le Chargé de Projets commence par étudier les demandes clients. *« Ça peut être des demandes de raccordement, de rénovation, ou des projets d'aménagements urbains »*, précise Stéphanie. Ensuite, il établit un devis, et une fois les travaux sur le réseau électrique lancés, il s'assure que ceux-ci soient réalisés en toute sécurité, et dans les meilleurs délais, tout en veillant scrupuleusement à la maîtrise des coûts. *« Les activités d'un Chargé de Projets sont de deux types : il y a la partie de suivi de projet et de coordination depuis le bureau, qui est effectuée depuis le bureau, et consiste à gérer et coordonner les différentes interventions des intervenants du chantier d'Enedis. Il y a également la partie terrain, durant laquelle on supervise les travaux »*. Pour Stéphanie ce métier a été une vraie découverte. *« J'apprécie ce travail, je suis vraiment partie prenante dans la réalisation des projets des clients. Et avec mes collègues, nous participons, à notre niveau, à la croissance économique d'une région, au dynamisme d'une ville en raccordant de nouveaux commerçants, entreprises et en participant activement au développement des nouvelles technologies dans le cadre de la transition écologique (bornes voitures électriques, production photovoltaïque,...). Nous travaillons de manière autonome, aucune journée ne ressemble à une autre et l'entraide est notre force »* assure-t-elle.

Actuellement, Enedis Centre-Val de Loire recrute de nouveaux profils à ce poste, qui connaît encore un déficit de notoriété. L'agence Ingénierie d'Enedis attend de nouveaux candidats. *« Vous êtes organisé, rigoureux, curieux de découvrir et d'échanger avec de multiples interfaces internes et externes, une appétence dans la relation client, alors n'hésitez pas, c'est un métier génial »*, conclut-elle. La main est tendue, à vous de jouer !

Pour postuler : cen-recrutement@enedis.fr

L'importance du parcours d'intégration en entreprise

Dans un marché de l'emploi en tension, il est de plus en plus difficile de recruter, et surtout de fidéliser les salariés. Ne dit-on pas que la première impression est la bonne ? Alors pour vous en convaincre, voici quelques clés de réussite pour intégrer vos nouveaux collaborateurs.

L'intégration commence au moment du recrutement

En premier lieu, le soin apporté à la rédaction de l'annonce et le contenu de la fiche de poste sont importants : si la description des missions n'est pas claire, s'il manque des informations essentielles telles que le niveau de rémunération ou les conditions de travail, il est fort probable que les postulants aient des a priori. Les délais et le contenu des réponses apportées aux non sélectionnés ne sont pas à négliger non plus.
En second lieu, il est essentiel que la personne susceptible de réceptionner les offres et les demandes de renseignements bénéficie de toutes les informations nécessaires pour y répondre. Il en est de même pour les personnes qui font passer les entretiens : les services RH sauront apporter des éléments relatifs aux conditions de travail, aux compétences recherchées, mais n'auront pas toujours la perception du terrain. Aujourd'hui, les travailleurs sont en quête de sens ; lors de l'entretien, ils doivent pouvoir se projeter dans le côté opérationnel de leur métier, sentir qu'ils pourront mettre à profit leur expérience et leur expertise.

Adapter le parcours d'intégration

Le kit de bienvenue avec stylo, casquette et mug à l'effigie de l'entreprise ne sera pas toujours bien perçu selon la taille, la culture ou le secteur d'activité de l'entreprise. Même si ces symboles peuvent avoir leur importance et apporter de la convivialité (comme le sapin de Noël ou le barbecue de l'été), ce ne sont pas des indicateurs du bien-être des salariés dans l'entreprise. Ces derniers apprécieront davantage de passer du temps avec leurs collègues qui leur donneront des astuces ou les renseigneront, par exemple, sur les habitudes des clients.

Néanmoins, la création d'un outil d'intégration de type « *guide de bienvenue* » est un bon moyen pour les immerger dans la culture de l'entreprise. Outre des informations pratiques liées aux conditions de travail (horaires, code alarme, commande de tenues vestimentaires…), on peut y mentionner les membres de l'équipe, l'histoire de l'entreprise et transmettre ses valeurs.
Intégrer les salariés, c'est aussi construire un parcours d'accompagnement en fonction du poste exercé : les besoins ne seront pas les mêmes entre un agent et un responsable de la production.

Enfin, pour qu'une intégration soit réussie, le process doit être suivi avec, pourquoi pas, un rapport d'étonnement. Cet outil permet d'interroger le salarié quelques semaines puis quelques mois après son arrivée. Ce point d'échange permet de récolter ses premières impressions, ses bonnes et mauvaises surprises et ce qui pourrait être amélioré au sein de l'entreprise. Les avantages : en encourageant la prise d'initiative du collaborateur, celui-ci va se sentir considéré et va ainsi développer son sentiment d'appartenance à l'entreprise.

En résumé, pour construire le parcours d'intégration le plus adapté à sa structure, il suffit de se poser cette question : « *comment aimerais-je être accueilli pour me sentir bien et avoir envie de rester dans mon entreprise ?* ». Une interrogation simple et pleine de bon sens.

Émilie Marmion

> *« Comment aimerais-je être accueilli pour me sentir bien et avoir envie de rester dans mon entreprise ? »*

Reconversion professionnelle : comment se lancer ?

Depuis le début de la crise sanitaire, de plus en plus de Français ont sauté le pas de la reconversion professionnelle. Certains, encore hésitants, sont accompagnés dans leur changement de métier par un professionnel. On les appelle coach professionnel, coach carrière ou encore conseiller en reconversion professionnelle.
Rencontre avec deux d'entre eux.

© Jannoon028

En Indre-et-Loire, Catherine Tailleur est conseillère en orientation et insertion professionnelle depuis sept ans. Elle accompagne les personnes dans l'élaboration de leur nouveau projet professionnel. Depuis 2020, elle observe une recrudescence du nombre de personnes souhaitant réaliser une reconversion. Dans ce cadre, elle a suivi entre vingt et trente personnes ces deux dernières années. Les raisons d'une reconversion peuvent être multiples : chômage technique, licenciement économique ou encore burn-out. *« Les gens sont assez égratignés par leur vie professionnelle et personnelle »* explique la conseillère. Avec un accompagnement sur-mesure, elle avance en fonction du rythme de son client, allant de trois à huit séances.

Compétence et envie

Plusieurs étapes sont nécessaires pour élaborer un nouveau projet professionnel. D'abord, une phase de réflexion, d'exploration, où il faut *« aller chercher les informations »*. Concrètement, cela commence souvent par un bilan de sa carrière et une phase de deuil de son ancienne activité professionnelle. *« La personne doit parler de son histoire. L'accompagnement est perçu comme une pause, un luxe, un temps pour réfléchir sur soi et sur son parcours professionnel »*. Ensuite, il s'agit de valider un nouveau projet professionnel. *« Ce que l'on sait faire, ce n'est pas forcément ce que l'on aime faire »*. La personne prendra en compte ses valeurs personnelles qui seront déterminantes dans son choix. Enfin, la dernière phase renvoie à la réalisation du projet. A travers ces différentes étapes, on comprend pourquoi la durée du suivi peut varier : *« on ne passe pas forcément par toutes ces étapes avec la personne. On prend la personne à la phase où elle se situe »*.

Le changement, c'est maintenant

Dans le Loiret, Nathalie Raymond est coach professionnel certifié RNCP depuis novembre 2021. Elle aussi a remarqué une hausse de la demande depuis le début de son activité : *« Les gens se remettent en question,* explique-t-elle. *Ils ont envie de s'épanouir dans leur métier et se lancent plus facilement dans l'entrepreneuriat. Surtout la jeune génération qui cherche du sens et veut trouver un équilibre entre vie privée et vie professionnelle »*.
En tant que coach, Nathalie Raymond aide son client dans sa prise de conscience de son besoin de changement. La personne explique d'abord quelles sont ses attentes et doit définir des objectifs personnels atteignables et mesurables. *« Parfois, il y a un écart entre la demande du client et mon diagnostic »*. Entre cinq et dix séances sont nécessaires selon si la personne est au début de son processus de reconversion ou bien si ce processus est déjà entamé. Par exemple, beaucoup de personnes qui se reconvertissent ressentent un syndrome de l'imposteur, remettant en cause la légitimité de leur nouveau métier et pouvant avoir des conséquences directes sur leur entreprise. La reconversion doit donc être appréhendée dans toutes ses dimensions, à la fois professionnelle et personnelle. Le coaching permet de travailler sur cette phase de doute et sur les peurs pouvant apparaitre. Il permet de lever les freins à la reconversion. *« Il est normal de vivre une période d'inconfort. Tout changement est source d'inconfort, même s'il est voulu. Il ne faut pas baisser les bras ou abandonner. Les gens ont besoin d'être rassurés »*. Le coaching est aussi une introspection qui permet à la personne de mieux se connaitre, de savoir quelles sont ses capacités et ses limites, et de ne pas se tromper dans ses choix personnels et professionnels.

https://www.catherinetailleur.fr/
https://www.nathalie-raymond.fr/

Maxence Yvernault

> *« Tout changement est source d'inconfort, même s'il est voulu »*
>
> Nathalie Raymond

Les entreprises passent au vert avec Biodiversio

Créée en décembre 2020 par des cadres et des entrepreneurs pour des chefs d'entreprise, l'association Biodiversio propose des solutions pour améliorer la biodiversité.

Avec l'urbanisation, la plupart des citoyens se sont éloignés de la notion de biodiversité sans pour autant vouloir s'y opposer. Pour comprendre *« ce qu'est la biodiversité par rapport aux activités humaines »* et l'améliorer sur le long terme, l'association Biodiversio offre des solutions aux entreprises.
« Il n'y avait pas de communication entre le monde de l'entreprise et le monde naturaliste. Quand je l'ai eu en tête lors du premier confinement, l'idée, c'était de faire une association de protection de la nature dont les membres seraient des entreprises et des chefs d'entreprise », raconte Emmanuel Régent, son fondateur. À l'époque, cet ex-président de Sologne Nature Environnement visait l'échelle départementale. La création de l'association s'est faite au niveau régional pour intervenir au bout de six mois d'existence au plan national, l'Office français de la biodiversité l'ayant reconnue comme partenaire engagé pour la nature. *« On a été invité au congrès mondial de la biodiversité à Marseille en septembre. »*

Fort de ses 25 ans d'expérience dans le secteur de l'assurance, Emmanuel Régent explique son atout : *« Quand je rentre dans une entreprise, je connais leurs problématiques et je vais adapter les propositions de renaturation en fonction de leurs pragmatiques. »* Il s'agit d' *« une gestion différenciée des espaces verts, axée sur la biodiversité, avec un suivi dans le temps »* pour *« se rendre compte de la biodiversité sur le site de l'entreprise et qu'elle augmente »*, et *« pour qu'il y ait une motivation en interne et que l'entreprise puisse communiquer »* vis-à-vis de ses clients, fournisseurs et salariés.
Concrètement, Biodiversio propose une renaturation du foncier de l'entreprise qui respecte ses obligations, la création d'un plan de prévention avec la nomination d'un référent de la biodiversité, la formation des salariés, des élus, des responsables des espaces verts, des outils pour devenir acteur de la biodiversité, la détermination d'un indice numérique annuel de biodiversité créé par un ancien chercheur du CNRS et basé sur des statistiques afin d'assurer un suivi.

Le marathon de la biodiversité en Val de Cher

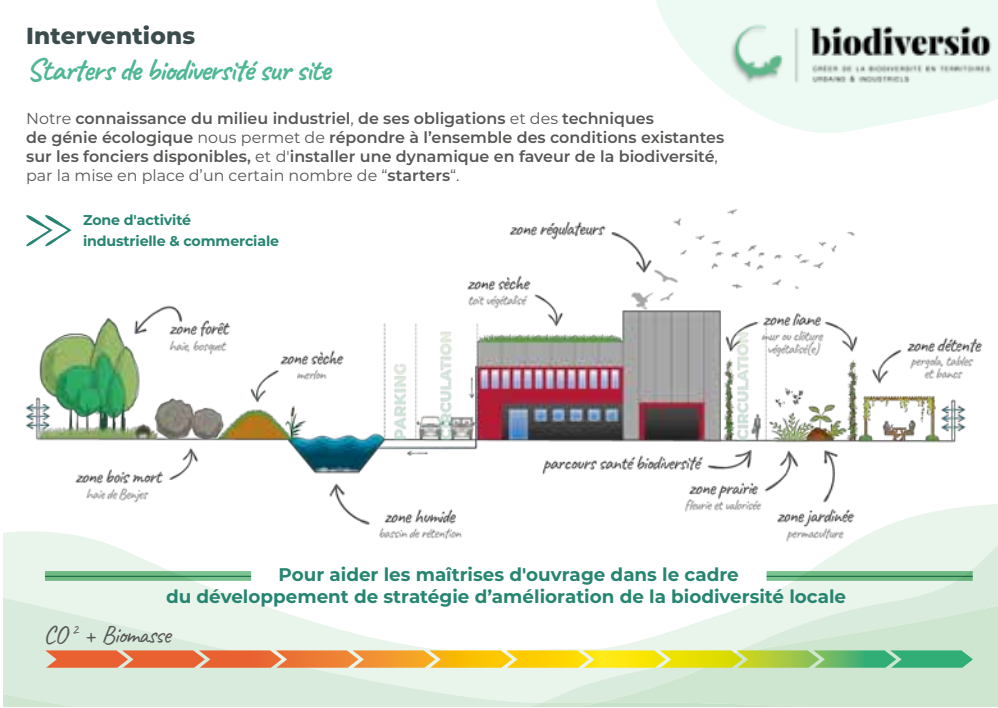
Pour les entreprises qui ne possèdent pas de foncier, l'association a imaginé *« Le marathon de la biodiversité en Val de Cher »*. Le canal du Berry, d'une longueur équivalente au marathon et ancien ouvrage industriel, va être *« revégétalisé sur plusieurs années pour motiver les collectivités locales, les entreprises et les écoles et faire prendre conscience de la richesse de la biodiversité locale »* comme *« support économique et touristique. Dès cet hiver, on plante 1 250 arbustes. »*

Au-delà du fait que *« la biodiversité devient obligatoire, sur une gestion d'espaces verts, l'entreprise va gagner 30 % par an »*. Deux arguments auxquels s'ajoute l'attrait des salariés pour l'environnement.

Déjà des mécénats de compétences ont permis d'ouvrir une antenne à Bordeaux, un chantier démarre à Montpellier... *« À terme, Biodiversio créera deux postes par département. »* En attendant, la vingtaine de membres cherche des bénévoles pour les seconder, qu'ils connaissent ou non la biodiversité.

www.biodiversio.org

Laëtitia Piquet



> *« La biodiversité devient obligatoire, sur une gestion d'espaces verts, l'entreprise va gagner 30 % par an »*

Entretien avec Olivier Moin, Directeur Offres et services innovants à la Banque Populaire Val de France

Le 13 octobre dernier à Tours, BPI France et la Banque Populaire Val de France avaient donné rendez-vous à une trentaine d'entreprises (TPE-PME) pour échanger sur le sujet majeur de la transition énergétique. Cette rencontre aura permis d'engager des échanges sur un sujet à forts enjeux qui revêt des aspects multiples et d'apporter un éclairage adapté au public présent.

L'Épicentre : *Il y a quelques semaines, vous avez coorganisé avec BPI France une manifestation à Tours sur un sujet d'actualité devenu incontournable : la transition énergétique. Comment est née l'idée de mettre en place cet événement ?*
Olivier Moin : *La convergence de nos intentions et préoccupations nous a conduits à organiser ensemble cette manifestation. Nous nous retrouvons avec BPI France sur ce sujet de la transition énergétique, comme sur d'autres.*

L'Épicentre : *Quel était l'objectif assigné à cette manifestation ?*
Olivier Moin : *L'objectif de cette manifestation était d'abord de préciser le contexte et le cadre de la transition énergétique des bâtiments et ensuite donner des repères aux chefs d'entreprises (réglementaires et méthodologiques) pour aborder ce sujet de manière volontariste et bénéfique et surtout sans fatalisme.*

L'Épicentre : *Il y a actuellement un besoin fort des acteurs du territoire d'être accompagnés rapidement sur la transition énergétique dans un contexte environnemental et économique complexe. Quelle recommandation formulez-vous à ces entreprises ?*
Olivier Moin : *Première urgence, devenir Pilote de sa consommation en établissant une vue à 360° : surface, équipements, types de consommation. L'objectif à ce stade est d'obtenir des gains rapides à peu de frais en révisant ces équipements (relamping), son organisation en termes d'usage des lieux (concentration des jours de télétravail pour fermer une journée de plus les bâtiments, modifier les plannings de certains processus industriels pour bénéficier de tarifs heures creuses…). Une fois le monitoring et le suivi de sa consommation établi, l'entreprise peut et doit s'interroger sur l'efficacité de ses bâtiments et équipements pour respecter les échéances et contraintes réglementaires, comme le Décret Tertiaire si elle y est soumise, et/ou pour maintenir sa compétitivité. De cette réflexion découlera des objectifs et des échéances. La troisième étape sera de définir les investissements nécessaires à réaliser et l'ordre de priorités de ceux-ci afin de faciliter leur mise en œuvre.*

Soyons modestes, ce n'est clairement pas un établissement bancaire qui peut accompagner l'entreprise dans ces démarches techniques, mais nous avons créé un écosystème de partenaires vers lesquels nous pouvons les orienter (maîtrise, suivi des consommations et sur l'ensemble du cycle de vie des projets que ce soit en Conseil et AMO).

L'Épicentre : *Les préoccupations environnementales et leur prise en compte par les entreprises sont un sujet aujourd'hui pour les consommateurs, mais aussi pour les clients publics comme privés. Est-ce-à dire qu'une entreprise qui n'en tient pas compte s'expose à des difficultés de compétitivité ?*
Olivier Moin : *Effectivement, ces préoccupations de transition énergétique deviennent des facteurs importants, voire déterminants de préférences d'achat des consommateurs. Cela vaut pour le consommateur final particulier comme pour les donneurs d'ordre de la commande publique ou privée, davantage attentifs à ce que leurs sous-traitants aient d'ailleurs une politique bas carbone et de transition énergétique.*
Enfin, il y a également des tensions sur l'emploi dans tous les domaines. Les jeunes générations sont demandeuses de prise en compte de ces sujets par les entreprises et si ces dernières ne prennent pas la mesure des changements à opérer, les difficultés de recrutement tout comme le départ de salariés risquent de s'accentuer.

L'Épicentre : *Les entreprises semblent avoir un besoin accru d'accompagnement et récuser un discours fataliste, contre-productif en matière de mise en place de la transition écologique ?*
Olivier Moin : *Face à l'urgence à agir, il convient effectivement de privilégier une forme d'encouragement. Il s'agit de déterminer des échéances : d'abord les mesures immédiates à prendre et avec un coût raisonnable et, ensuite, envisager les actions à moyen ou long terme.*

L'Épicentre : *Le succès de l'événement du 13 octobre dernier augure-t-il d'une suite ?*
Olivier Moin : *Oui évidemment. Nous avons pu mesurer toutes les inquiétudes et interrogations des chefs d'entreprise sur ce sujet que les événements actuels rendent encore plus prégnant, ils ont besoin d'être guidés. Ce type de réunion permet aussi, aux femmes et aux hommes du monde de l'entreprise de se parler et de s'apercevoir qu'ils ne sont pas seuls et que leurs préoccupations sont partagées par d'autres. Ils se donnent ainsi des chances pour l'entreprise de demain.*

Camille Colloch

Le granulé bois, victime de son succès

Le granulé de bois s'est ajouté ces derniers mois à la liste des produits en pénurie. La recherche de sources alternatives aux énergies conventionnelles en forte augmentation des prix, conjuguée à la peur de manquer, a mis le marché en tension.

Première source de chauffage renouvelable en France, le bois, qui était jusqu'à présent utilisé en appoint, devient le système de chauffage principal. La modernisation des appareils et les types de bois-énergie rendent ce combustible plus attractif.

Même si le bois bûche reste le produit le plus utilisé par les Français, les pellets (l'autre nom des granulés de bois) séduisent davantage. Ils s'achètent en grande distribution, sont plus pratiques à stocker, à manipuler, génèrent moins de poussières et leurs poêles design, compacts et automatisés, présentent des fonctionnalités proches des systèmes de chauffage conventionnels. En 2021, le nombre de consommateurs a augmenté de 40 % selon Propellet, l'association nationale du chauffage au granulé de bois. Une hausse qui n'est pas la cause principale de la pénurie. *« C'est plutôt un contexte global,* affirme Olivier Silberberg, chargé de mission bois-énergie de Fibois Centre-Val de Loire. *Les consommateurs ont acheté au printemps et en été pour faire des réserves, alors que c'est à cette période que les stocks sont au plus bas et que les fabricants produisent ».* Pas d'inquiétude à avoir donc, sur la fourniture des combustibles, d'autant que la filière avait anticipé la demande croissance des consommateurs. À ce jour, quinze unités de production sont en construction ou en cours d'agrandissement, avec pour objectif de doubler la production d'ici 2028. *« Actuellement, nous produisons autant que nous consommons et importons seulement 16 % de l'étranger ; la tension va s'atténuer, les prix vont diminuer, l'urgence est d'attendre »,* conseille Olivier Silberberg.

La production en région Centre-Val de Loire

À ce jour, la majorité des producteurs de pellets est située dans l'est et dans le sud de la France pour des raisons de disponibilité de la matière, la sciure de résineux étant la plus utilisée dans le process de fabrication. Avec une forêt composée plutôt de feuillus, les producteurs de bois-énergie locaux se sont davantage tournés vers le bois déchiqueté pour alimenter des chaudières à plaquettes, comme c'est le cas avec la SCIC Bois Énergie Centre.
Cependant, les techniques de production évoluent avec des pellets consommant une part plus importante de feuillus et des circuits d'approvisionnement différents. L'usine Biosyl, considérée comme l'une des plus grosses unités de fabrication, utilise ces méthodes. Installée à la frontière de la région Centre-Val de Loire, à Cosne-Cour-sur-Loire (58), elle est actuellement en phase de développement.
Une piste intéressante pour la filière locale de production de bois-énergie et les consommateurs qui cherchent des sources d'approvisionnement proches, plus sécuritaires en cas de pénurie.

Comment bien choisir son granulé de bois ?

Les certifications NF, EN+, DIN+ sont un gage de qualité.

Plus d'informations sur https://www.propellet.fr/

Émilie Marmion

PUBLI-INFORMATION | CAF

Allocataires et action sociale : deux pôles complémentaires à la CAF

Connue du grand public pour ses aides financières, la Caisse d'Allocations Familiales de Loir-et-Cher participe également au développement du territoire avec pour objectif de faciliter la vie des habitants du département.

Les missions de la Caf recouvrent différentes thématiques que sont la petite enfance, la jeunesse, le handicap, le logement et la famille. Dans le cadre du pôle allocataires, la Caf accompagne ces derniers individuellement dans la gestion de leur dossier au quotidien (allocations logement, complément de mode de garde, RSA, Prime d'activité). Les gestionnaires conseil de ce pôle ont une connaissance très pointue des prestations, tant d'un point de vue financier que réglementaire.

Soutenir les territoires ruraux

Complémentaire, le pôle d'action sociale est lui-même divisé en deux services. D'une part, le service d'accompagnement des familles. D'autre part, le service de développement du territoire, davantage tourné vers le territoire et le développement social de celui-ci. Par exemple, la Caf aide les allocataires dans leur environnement en finançant les structures de la petite enfance, d'accueil de loisirs et les équipements sociaux (foyers de jeunes travailleurs, centres sociaux...). La Caf accompagne ces projets en apportant des conseils techniques, des prévisions budgétaires, des subventions, des aides, des prêts...
Dans le Loir-et-Cher, en 2021, les prestations financières (Pôle allocataires) représentait 350 millions d'euros. Le Pôle action sociale, quant à lui, 16 millions d'euros pour accompagner et développer le service aux familles ainsi que le territoire. La complémentarité de ces pôles peut aussi être illustrée sur la petite enfance. Par exemple : le complément de modes de garde (Cmg) représentait 16 millions d'euros versés directement aux familles, avec en plus, 6 millions d'euros versés aux gestionnaires de structures petite enfance.

L'accompagnement de la Caf s'adapte aux particularités du territoire rural du Loir-et-Cher. L'objectif de la Caf, par son pôle action sociale est de développer des structures et des dispositifs propres aux besoins des habitants de Loir-et-Cher. Un travail mené avec des partenaires sur le terrain comme la Préfecture, le Conseil Départemental, des associations...

www.caf.fr

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, L'ÉCHIQUIER TERRITORIAL

Trois millions d'étudiants sont actuellement dans l'enseignement dit supérieur, donc post-BAC. Le nombre d'inscrits augmente d'année en année, au point que ce secteur économique croît lui-même, plus vite que bien d'autres secteurs.
Quand on parle de jeunes, on évoque l'avenir et l'intelligence de la nation, mais aussi la répartition des forces vives de demain dans l'Hexagone.
Les territoires, ruraux et citadins, ne se contentent donc plus d'attendre, ils cherchent à attirer les écoles et les antennes universitaires, en adéquation avec leurs entreprises, et retenir ainsi leur jeunesse.
Quant aux écoles, elles sont des forces économiques, aussi capables d'attirer par leur réputation, des intelligences venues d'ailleurs.
Alors tout le monde est en ordre de marche.

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

De ce point de vue, Orléans fait un carton plein en recrutant sur son territoire trois écoles de renom. L'ISC il y a deux ans, AgroParisTech en 2022 et l'ESTP en 2023. En même temps, elle finalise la restructuration de son campus universitaire en recyclant l'ancien hôpital en faculté de Lettres. Le développement croisé des territoires des universités, des écoles privées et publiques ne date pas d'hier.
Si les grands groupes comme l'ESSEC, HEC ou ISC se sont construits et se développent dans la capitale depuis les années 60, en région, le panorama s'est dessiné au gré des créations, des fusions et des rachats. C'est le cas de l'ESCEM, créée à la fin des années 80, par la fusion d'écoles de Poitiers et de Tours, intégrant plus tard Orléans, Clermont-Ferrand et d'autres encore, jusqu'à ce que le Groupe Excelia remporte la mise en 2020 en rachetant l'ESCEM à son tour. Elle a depuis développé quatre campus (Tours, Orléans, La Rochelle et Cachan), où elle accueille 5 000 étudiants, dans l'idée d'un ancrage territorial. Tamym Abdessemed, son directeur stratégie et développement des territoires n'hésite pas à parler de visibilité, de taille critique et de plan stratégique.
Où l'on voit que les écoles avancent leurs pions sur l'échiquier de l'enseignement supérieur, de la province vers la capitale et inversement.
L'ISC a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la métropole orléanaise il y a six ans. Si la collectivité estimait important pour elle d'avoir des écoles de renom, lesdites écoles y ont, elles aussi trouvé leur intérêt. « *Le premier est la rétention des jeunes talents sur le territoire* », explique Pierre Barreaud, directeur délégué de l'ISC à Orléans. Une école de renom attire les jeunes ; l'ISC Paris Campus Orléans est de celles-là et compte près de 75 % d'étudiants locaux. Beaucoup d'entre eux resteront sur le territoire au terme des cinq années d'études ; preuve qu'il est attractif.

Job et salaire à la clef

Autre élément décisif pour une école, la typologie de l'enseignement. L'alternance n'est plus une variable, mais un incontournable. Si elle est l'ADN des CFA, les écoles d'ingénieur et de commerce, l'adoptent dès la troisième année. Les étudiants intègrent ainsi le monde de l'entreprise. Des entreprises locales bien sûr, qui n'attendent que des têtes bien faites, même si le travail n'est pas terminé… *« C'est encore mieux, précise Christophe Masson, directeur de la Cosmetic Valley, les entreprises veulent contribuer à la formation, au plus près de leurs besoins, de ceux qui vont intégrer leurs lignes de production et leurs services support ».*

L'ISC comptera 500 élèves à la rentrée de septembre 2023. Ce sont autant de jeunes cadres qui vont intégrer le tissu économique et nourrir les entreprises, particulièrement en cette période de disette salariale. Le Crédit Agricole a 80 postes non pourvus, l'industrie attend plus d'ingénieurs encore et les entreprises du bâtiment cherchent 450 apprentis très ciblés.

Dans ces conditions, les jeunes diplômés trouvent un job sans difficulté, souvent bien payé, en moyenne 35K€/ an pour débuter.

Christophe Léger, directeur de Polytech, école d'ingénieur universitaire, confirme le chiffre. *« Master ou diplôme d'ingénieur, qu'importe,* dit-il. *Les premiers sont techniquement très pointus dans leur domaine et sont prisés par certaines entreprises. Les ingénieurs, eux, ont une connaissance élargie de la gestion de projet, des langues et de la présentation de budget. L'approche n'est pas la même, mais les salaires d'embauche confirment que la qualité reste la première valeur recherchée ».*

Christophe Léger, directeur de Polytech.

Jérôme Argelich, son directeur des programmes.

Même son de cloche à Tours, à l'école du Cercle digital, où depuis dix ans, 70 étudiants se partagent les bancs de cette école privée consacrée aux métiers de la communication, elle-même adossée à une agence de com. Deux ans d'études en alternance permettent aux élèves d'intégrer les agences du secteur. *« Ce qui importe, explique Jérôme Argelich, son directeur des programmes, c'est que les étudiants mettent au centre de tout, le plaisir de créer et la curiosité. Au-delà de la créativité, on développe leur acuité au monde ».* Vaste programme, renforcé par de nouveaux masters de directeur artistique, concepteur rédacteur et planeur stratégique.

Fertilisation croisée

Une étude d'impact menée par Business school impact system, indique qu'un étudiant induit environ 10 000€ par an de dépenses directes et indirectes sur le territoire. Multipliée par le nombre d'étudiants, l'addition se chiffre en dizaines de millions d'euros. Il est donc compréhensible, outre l'image qu'elles cultivent par cette offre, que les collectivités investissent dans l'enseignement supérieur, avec l'espoir d'un retour sur investissement et la culture du tissu économique. Florent Montillot, maire adjoint d'Orléans en convient : *« Une école comme AgroParisTech qui s'installe sur notre territoire, répond à la demande de nos entreprises locales »*.
L'école, qui vient d'ouvrir sa première promotion, est en effet liée à la spécificité du territoire, notamment de la Cosmetic Valley avec la présence de LVMH, L'Oréal, Shiseido, Caudalie et bien d'autres. Au milieu d'un campus qui compte aussi des poids lourds de la science comme le BRGM ou le CNRS.
La région, c'est aussi la forêt et l'agriculture. AgroParisTech y a donc sa place dans les enseignements qui se rapprochent de la sècheresse, d'une agriculture plus fine, la gestion de l'eau et des intrants.
Excelia n'échappe pas à la règle : *« Elle a cet ancrage dans ses gènes,* convient Tamym Abdessemed. *Nous déployons une offre différenciée et plurielle selon les besoins locaux »*. Ainsi l'école tourangelle développe un Master Grande École, avec bientôt une application tourisme, et à Orléans une option Supply-chain. *« Notre objectif est aussi de capter 25 % d'étudiants étrangers, ajoute Tamym Abdessemed. L'international est une différenciation forte dans un milieu concurrentiel et qui répond à l'exigence de certaines de nos formations »*.

« On parle de fertilisation croisée, poursuit Florent Montillot, *qui couple la formation supérieure, les recherches fondamentale et appliquée. C'est la raison pour laquelle la Métropole orléanaise a choisi d'investir en espèces sonnantes et trébuchantes dans les locaux d'AgroParisTech »*. 13 millions d'euros pour l'acquisition et la rénovation des bâtiments, en portage de fonctionnement sur six ans à hauteur de 8 millions d'euros.
Un peu cher chuchotent certains, pour former 25 étudiants la première année, 150 à terme. Mais une somme toute relative au regard des 25 millions investis par la profession du bâtiment pour la construction du CFA-BTP de Blois il y a six ans. *« Un outil d'exception qui a reçu le prix de l'innovation pédagogique »*, rappelle Franck Prêtre, secrétaire général de CFA-BTP. 25 millions, c'est aussi la participation du Conseil départemental du Loiret dans le futur campus Madeleine d'Orléans, où s'installera l'ESTP, l'École spéciale des travaux publics, à côté de la fac de droit. 20 millions d'euros c'est enfin le montant des travaux qui ont permis à l'ISC d'être au cœur d'Orléans aujourd'hui.

Même engagement du Conseil départemental de Loir-et-Cher. Claire Foucher-Maupetit en est vice-présidente, en charge de l'éducation, et elle-même enseignante en BTS Anabiotec. *« Si les collèges sont la partie la plus visible des compétences des Départements en matière d'enseignement, ils s'interressent aussi à l'enseignement supérieur, structurant pour le territoire »*. Ainsi, le Loir-et-Cher alloue une ligne budgétaire annuelle de 250 000€, d'une part pour le fonctionnement de l'INSA (institut public qui forme des ingénieurs – 830 élèves à Blois), d'autre part pour l'antenne universitaire François Rabelais. Le Département a aussi récemment débloqué 300 000€ pour aider la construction du nouveau bâtiment du CFA interprofessionnel, et bientôt, 1,8 million d'euros sur quatre ans pour le déploiement de l'INSA dans le quartier Gare. *« Quand l'occasion de stabiliser voire de développer l'existant se présente, il ne faut pas manquer le train »*, martèle Claire Foucher-Maupetit. L'opportunité se présente aussi dans le Vendômois. L'installation il y a deux ans de la nouvelle unité de Louis Vuitton a suggéré l'ouverture de nouvelles classes spécialisées. C'est la communauté d'agglomération Territoires vendômois qui a œuvré cette fois, pour que soit ouvert sans attendre un CAP maroquinerie. L'occasion se présentera de nouveau avec l'arrivée annoncée de l'unité de production cosmétique Sisley en 2025, toujours à Vendôme. *« Il faut que nous travaillions avec eux pour anticiper le besoin en main d'œuvre »*, insiste la vice-présidente, qui poursuit : *« Dans des territoires ruraux, il est essentiel de proposer une formation post-BAC à proximité de la résidence familiale, donc sans perturber la vie quotidienne, parfois fragile »*. D'où le soin particulier porté au développement des filières BTS, en lycées professionnels, suite logique pour un jeune qui ainsi, n'est pas contraint de partir. *« Les entreprises cherchent des candidats bien structurés, mieux que des surdiplômés. Des gens curieux, qui ont envie d'apprendre »*.

Franck Prêtre, secrétaire général de CFA-BTP.

Claire Foucher-Maupetit, vice-présidente du Conseil départemental de Loir-et-Cher, en charge de l'éducation.

BTP CFA 41 des opportunités pour un parcours post BAC

Le BTP CFA du Loir & Cher propose trois formations post-bac : BTS Constructeurs Bois, BTS Enveloppe du Bâtiment, et Licence Management de Projets et de Travaux. Aujourd'hui, une vingtaine de places sont encore disponibles en BTS. En Loir & Cher ce sont encore 15 entreprises qui cherchent un apprenti en BTS.

Les deux BTS existent depuis 2016 et placent le jeune entre le bureau d'études, l'étude d'un chantier et la gestion de ce même chantier. Il s'agit par exemple de concevoir un projet, notamment à l'aide d'images et de maquettes 3D.

BTP CFA 41, des places disponibles en BTS

La Licence Management de Projets et de Travaux (option maquette BIM) a été créé en 2022, en collaboration avec l'entreprise IDEC Groupe et le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) Centre-Val de Loire. *« Fort de notre bonne relation avec les BTS, le groupe IDEC, est venu nous chercher,* explique Christophe Delmur, directeur du BTP CFA de Blois. *Nous travaillons avec environ 600 entreprises et il y a une demande de leur part. Elles ont besoin de compétences du CAP à la Licence ».*

La Licence en question propose davantage de travail sur le terrain, en étant le chef d'orchestre des travaux, en planifiant le projet et en prenant en compte les contraintes techniques du chantier, tout cela également à l'aide d'outils numériques.
« L'enseignement supérieur, c'est possible dans un BTP CFA, poursuit Christophe Delmur. *Il est encore possible d'intégrer notre CFA en cours d'année. ».*
Ces trois formations post-bac sont rémunérées et se réalisent en alternance dans le cadre d'un contrat d'apprentissage. 50% des entreprises qui accueillent des apprentis se situent en région Centre-Val de Loire. Le taux de réussite en BTS est compris entre 90 et 100%. Les diplômes délivrés par le BTP CFA sont reconnus par l'État et par les entreprises du secteur. Deux apprentis en BTS sur trois poursuivent leurs études en licence, souvent dans la même société. Dans la plupart des cas, l'entreprise garantit une embauche en fin de formation.

Petite-fille de charpentier, Lucie se lance dans un BTS Systèmes Constructifs Bois et Habitat (SCBH) à Orléans, puis une deuxième année de BTS Constructeurs Bois au BTP CFA de Blois, avec un rythme d'alternance de deux semaines à l'école et trois semaines en entreprise. Sur sa quarantaine de salariés, la société qui emploie Lucie compte trois apprentis en alternance. *« Le fait que je sois une femme dans un métier d'hommes reste dans l'inconscient collectif, mais il y a beaucoup d'efforts qui sont faits sur le sujet dans les entreprises »* se réjouit la jeune femme. A la fin de son BTS, Lucie souhaite se lancer dans un CAP Charpente pour devenir à terme charpentière.

Marwane, étudiant en Licence Management de Projets et de Travaux, et Lucie, étudiante en deuxième année de BTS Constructeurs Bois.

À 22 ans, Marwane est né et habite à Blois. À la rentrée, il a débuté sa quatrième année au sein de l'entreprise IDEC, après deux ans dans le cadre d'un BTS Enveloppe du Bâtiment au BTP CFA de Blois, puis un an en tant que conducteur de travaux en CDI. Lorsque le jeune homme apprend qu'IDEC et son ancien CFA s'associent pour créer une nouvelle Licence à partir de la rentrée 2022, il décide de mettre en pause son CDI pour reprendre ses études et signer un nouveau contrat d'apprentissage avec IDEC. Dans le cadre de cette Licence, il suit un rythme de trois semaines à l'école et six semaines en entreprise. Lorsqu'il aura obtenu sa licence, Marwane a la garantie de reprendre son CDI et continuer chez IDEC. Il espère à terme monter en grade au sein de la société.

BTP CFA
Rue Bernard Darada, 41000 Blois
Tél. 02 54 90 34 56

> *« L'enseignement supérieur, c'est possible dans un CFA »*
>
> Christophe Delmur

La course au financement

Pour autant, les écoles publiques et privées, doivent se financer. *« Polytech sait former un ingénieur en cinq ans, pour 8 000€ par an »*, explique Christophe Leger. Mais les parents ne paieront pas ce prix, entre la bourse et les aides diverses, ce sera plutôt 600€/an. Idem pour l'école publique de Journalisme de Tours que les étudiants peuvent suivre sans bourse délier : 243€/an ! De l'avantage de l'enseignement public.
L'école doit donc chercher des financements complémentaires. *« L'équilibre financier est un exercice difficile*, confirme Laurent Buisson, directeur général d'AgroParisTech. *Les collectivités locales nous aident dans l'investissement, l'État participe au fonctionnement. S'ajoutent les droits d'inscription et les ressources que l'on génère par des partenariats avec des entreprises qui nous aident à remplir nos missions ».*

Avec un budget annuel de 10 millions d'euros, (dont 7 millions de salaires payés par l'État), le budget de Polytech est en grande partie le fruit de collaborations croisées avec le monde de l'entreprise. Les écoles détachent des postes dédiés à cette mission : aller chercher les partenariats ou le prêt de matériels auprès des entreprises.
Les écoles privées ne s'affranchissent pas de cette recherche de partenariats, bien qu'elles misent principalement sur la scolarité. Souvent entre 8 et 10 000€ voire 15 000€ pour l'ESSEC ; la marque se paye, mais les diplômés sauront remercier leurs parents et en faire bon usage sur leur CV.

Laurent Bigot

EPJT, de Tours aux confins de l'Afrique

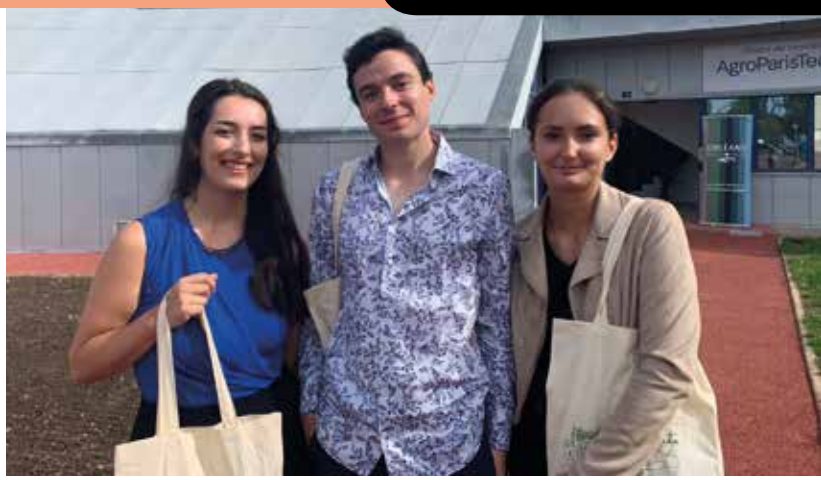
Créée en 1968 au sein de l'IUT et de l'Université de Tours, l'EPJT, École publique de journalisme, s'inscrit dans la centaine de formations journalistiques en France… Mais elle compte parmi les 14, seulement, à être reconnues par la profession. Chaque année, un millier de candidats tentent le concours pour seulement 36 places. *« L'admission se fait à Bac+3, détaille Laurent Bigot, son directeur. Qu'importe le cursus initial des candidats, nous misons sur la diversité à l'entrée ; puis ils font ici deux années de master »*. Deux ans durant lesquels les jeunes, ou moins jeunes d'ailleurs (certains sont en reconversion professionnelle), vont acquérir les fondamentaux du métier, de l'écriture print au web multimédia, de la géopolitique aux techniques audiovisuelles. *« La double reconnaissance par l'enseignement supérieur et la profession est essentielle*, poursuit Laurent Bigot, *elle donne au cursus une grande valeur et aux étudiants une légitimité immédiate »*. Tout comme l'activité de recherche que les enseignants développent sur des aspects essentiels et actuels du métier, comme le fact checking ou l'éducation aux médias.
C'est pourquoi l'attractivité est nationale, voire internationale, puisque des candidats étrangers s'y inscrivent aussi. Au-delà de l'enseignement fondamental, l'EPJT s'est d'ailleurs fait une spécialité d'être très présente à l'étranger. Elle participe aux Assises internationales du journalisme de Tunis et Bruxelles, développe des projets pédagogiques au Maroc, en Tunisie, au Liban, et forme des professionnels en Afrique subsaharienne. Pour tout cela, la ville de Tours, sans en être financièrement partie prenante, reconnaît l'EPJT pour l'aura qu'elle donne au territoire, au point que la remise des diplômes est accueillie dans les salons de l'hôtel de ville !

SLM

Reste la taxe d'apprentissage. Toutes les entreprises versent en moyenne 0,68% de leur masse salariale au titre de la formation. Une partie peut être versée à l'école de leur choix. On comprend que ces dernières soignent leur fichier d'entreprises partenaires. *« C'est une part importante de leurs revenus annexes, convient Christophe Léger. Cela permet d'investir dans des matériels pédagogiques ou de l'enseignement innovant »*.

Entre unification et saine émulation

Qu'on ne s'y trompe pas, si les écoles constituent des groupes économiques forts, leur implantation répond à des critères économiques tout aussi forts. Pas question qu'une école perde de l'argent, il en va de la qualité de l'enseignement dispensé, de la notoriété et in fine de la survie de l'école. Une école ne s'installe pas en terrain conquis où bon lui semble. Il faut répondre à la « *politique de site* », c'est-à-dire à une logique de territoire. Par exemple, quand l'ESTP, École spéciale des travaux publics, a répondu à l'appel à projet de la métropole orléanaise pour l'implantation d'une école d'ingénieur, elle arrivait à Orléans frontalement à l'enseignement dispensé dans l'une des spécialités de Polytech. Il a donc fallu qu'elle s'entende avec l'école universitaire pour adapter ses cursus et ainsi obtenir de la Commission des titres d'ingénieurs, son accréditation.



Valentine, François et Léa sont issus des écoles du groupe ParisTech. De Metz et Dijon, ils viennent d'intégrer AgroParisTech Orléans en cinquième année de leur cycle d'ingénieur. Tous tiennent le même discours : « *Cette nouvelle antenne répond à notre attente d'entrer dans le monde de la cosmétique. Clairement, la région Centre-Val de Loire est le site idéal* ».

Car en matière d'enseignement supérieur, les choses sont clairement établies. Le processus de Bologne uniformise dans 48 pays signataires, et ce, depuis 1998, les temps de formation et les obtentions de diplômes. L'objectif était double : permettre la reconnaissance des différents titres et grades universitaires permettant l'admission d'étudiants dans des systèmes d'enseignement supérieur étrangers, et faire de l'Europe un espace compétitif à l'échelle mondialisée de l'économie de la connaissance.

Laurent Buisson, directeur général d'AgroParisTech.

Développer la dimension humaine des étudiants

L'Épicentre : *Qu'est-ce qui préside à l'installation d'une école ?*
Laurent Buisson : *La volonté de s'ancrer dans des écosystèmes qui correspondent à nos secteurs d'intervention naturel ; la forêt à Nancy, l'eau et la télédétection à Montpellier, la cosmétique et l'agriculture en Val de Loire.*
On s'implante dans un site où l'on développe en même temps des activités de recherche et d'innovation. Nous choisissons d'investir dans un site pour renforcer ce débouché.

L'Épicentre : *Quelle est votre relation avec la société de demain ?*
Laurent Buisson : *Les établissements d'enseignement supérieur cultivent le sens critique. Nous transmettons la connaissance nécessaire du cadre social dans lequel les nouveaux process et produits vont rencontrer la société, et la manière dont ces technologies vont se transformer en nouveaux usages.*
Les acteurs vont devoir négocier parfois autour de ressources rares, c'est une dimension humaine importante que nous essayons de développer chez les étudiants, avant qu'ils ne soient confrontés à cette question délicate.

Ces profs dont on rêve !

Pour autant, la hache de guerre n'est pas complètement enterrée dans le monde de la formation. *« C'est une saine émulation*, relativise Christophe Leger, *cela permet de progresser dans notre approche pédagogique »*. Cela commence par la qualité des enseignants. L'université revendique ses enseignants-chercheurs, qui travaillent sur ce qui se fait de mieux au monde. Le plasma par exemple, un gaz ionisant auquel on ne prédisait pas un grand avenir, qui s'est finalement invité dans la médecine et nos téléviseurs. Les chercheurs revendiquent cette curiosité, cette appétence pour les sujets sans réponse immédiate !
Les écoles privées, elles, recrutent des professeurs agrégés et des vacataires issus du monde de l'entreprise. *« Les enseignants ont un profil souvent académique*, reconnaît Laurent Buisson, d'AgroParisTech, *qui peut se doubler d'une expérience en entreprise, voire à l'international »*. Mais il y a des exceptions. Au sein de l'ISC par exemple, école privée donc, 60 % des profs sont aussi enseignants-chercheurs. Docteurs qui mènent leurs travaux sur des sujets économiques et qui publient dans des revues internationales. Les 40 % restants sont chefs d'entreprise ou directeurs marketing.

La difficulté est de pouvoir les payer. L'université n'a pas ce problème puisque l'État prend les salaires en charge, *« souvent pas assez »*, disent certains directeurs d'universités ! Même si depuis 2008, année où Valérie Pécresse leur a donné leur autonomie, les universités peuvent recruter certains profs en CDI, ce qui permet de s'offrir une pointure mondiale et d'entrer en rivalité avec d'autres universités, y compris étrangères.

ISC Campus Orléans.

Autre point de rivalité entre le privé et le public, c'est la capacité d'adaptation aux besoins du marché. Quand un métier ne fait plus recette, l'école privée ferme la formation, ce que l'université ou l'école publique ne sait pas faire. Impossible en effet de licencier un enseignant/chercheur fonctionnaire… on ne peut pas tout avoir !

Changer de paradigme

Franck Prêtre, est secrétaire général de BTP-CFA : cinq établissements en région Centre-Val de Loire, 3 000 alternants de 16 à 30 ans, et parfois plus si l'on ajoute les personnes en reconversion. Il est convaincu que les entreprises ont besoin de tous les niveaux de formation. *« Il faudra faire sauter la frontière entre infra et supra-BAC ; notion si tenace en France qu'il n'est pas de salut sans diplômes de l'enseignement supérieur »*. Le secrétaire général prêche naturellement pour sa paroisse, donc en faveur de la professionnalisation qualifiante plus que de la scolarisation académique. À bien y regarder, les chefs d'entreprise comme les jeunes en formation, veulent des métiers qui ont à la fois du sens et une forte valeur ajoutée. *« Tout le monde n'est pas fait pour être BAC+6, mais tout le monde veut intégrer l'entreprise, avec un travail dont a besoin la société »*. Et Frank Prêtre de prendre l'exemple de l'environnement. *« Le bâtiment est de tous les secteurs, le plus impacté par la révolution écologique. Les formations du bâtiment, quel qu'en soit le niveau, se rattachent à une approche vertueuse, avec les nouvelles technologies, la conception et la réalisation »*. Fluides, Domotique, enveloppe du bâtiment, à bien y regarder, les têtes de chapitres du CFA ne sont pas si éloignées de celles de Polytech ! Franck Prêtre ajoute que *« les CFA s'apparentent plus aujourd'hui à des incubateurs où sont abordées les nouvelles technologies et la convergence des réflexions »*.

Où l'on comprend que la formation n'a de supérieure que le niveau où elle entraine les élèves, les étudiants, les apprentis, qu'importe leur nom. Tous vont sur les bancs de l'école, dans les ateliers, les laboratoires, en entreprise, et même à l'étranger par le biais d'Erasmus. Ils trouvent ainsi des perspectives d'évolution, et donnent un sens à leur vie. Au-delà du travail rémunéré, c'est une quête de l'épanouissement qui se joue dans l'enseignement supérieur.

> *« Il faudra bien faire sauter la frontière entre infra et supra-BAC »*

Franck Prêtre, secrétaire général CFA-BTP Centre

« Quand je serai grand, je serai commercial.e »

Implanté à Châteauroux et à Blois, le CCI Campus Centre continue son développement pour accompagner les entreprises dans leurs besoins en recrutement de collaborateurs notamment par le biais de l'alternance.

CCI Campus Centre, ce sont notamment 350 alternants en commerce qui ont intégré le centre de formations depuis septembre 2022. Des parcours de formation riches, intenses et professionnels. *« Notre sentiment de fierté ? C'est l'accomplissement de nos étudiants à travers leurs alternances. Nous sommes à 95 % de taux de réussite au diplôme. »* assure l'équipe pédagogique.

Faire vivre le territoire et participer à son attractivité

CCI Campus Centre s'étend au plus proche des entreprises grâce aux partenariats établis avec le CFA Orléans Métropole ou le CFA des Métiers de Joué-lès-Tours par exemple, à travers les formations *« Négoventis »* (voir encadré). Avec un point commun : l'ambition d'accompagner les apprenants dans leurs parcours de formation, leurs dispenser des cursus enseignés par des professionnels et proposer des formations en lien avec les besoins en compétences des entreprises pour le développement du territoire. Aux côtés des entreprises, l'ambition de CCI Campus Centre est d'assurer aux alternants une formation professionnalisante et polyvalente, les accompagner dans le développement de leurs compétences et l'atteinte des objectifs de recrutement des entreprises. Les chargées de relation entreprise du centre de formation l'affirme d'ailleurs : *« Que vous soyez commerçants de centre-ville, professionnels de l'industrie, dans le secteur du Tourisme, de l'hôtellerie-restauration, du commerce, de la vente, de la banque-assurance, du digital ou encore de la grande distribution ; nos formations forment vos collaborateurs ''commerciaux'' de demain. »*

Pour en savoir plus et contacter les conseillères en formation : Karine Jacquet et Justine Louis, Chargées de Relation Entreprise Karine.jacquet@loir-et-cher.cci.fr • Justine.louis@loir-et-cher.cci.fr 02 54 57 25 25

Le réseau ''Négoventis'' qu'est-ce que c'est ?

« Négoventis » c'est le label des formations du réseau des CCI aux métiers commerciaux.
Un gage de sérieux et d'expertise avec :
- 6 500 nouveaux diplômés chaque année
- Plus de 90% de réussite à l'examen pour les candidats
- Plus de 80% des diplômés qui trouvent un emploi

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

greta VAL DE LOIRE

Contact : Guenaelle.Herter@greta-vdl.fr | 07 57 55 41 10
greta-vdl.fr

La bande dessinée à l'honneur au Festival BD BOUM à Blois

La 39ème édition du Festival BD BOUM se tiendra du vendredi 18 au dimanche 20 novembre prochain à Blois. L'occasion de rencontrer auteurs et dessinateurs lors du Salon du Livre à la Halle aux Grains et profiter d'une quinzaine d'expositions sur le thème de la BD. Rencontre avec Bruno Genini, directeur de la Maison de la BD à Blois et du Festival BD BOUM..

Pouvez-vous raconter l'histoire du Festival BD BOUM ?
Le premier festival s'est déroulé en 1984, à l'actuelle Maison de la BD, qui était anciennement une halle marchande. L'année suivante, il a migré au Château de Blois. Au milieu des années 1990, le festival s'est installé à la Halle aux Grains. Cette année, il est présidé par Edith, une dessinatrice originaire du Havre. L'année dernière, elle a été récompensée par le prix Grand Boum Ville de Blois. En 2022, elle a réalisé l'affiche et ce sera elle qui sera mise à l'honneur. Il y a toujours une représentation de la ville de Blois dans les affiches de BD BOUM. Edith voulait garder un temps ensoleillé, un été indien, et mettre une dessinatrice en scène. On peut imaginer que c'est Edith ou son double.

Comment choisissez-vous les auteurs présents au festival ?
Cette année, on aura environ 200 auteurs. La moitié est invitée par le festival en concertation avec les éditeurs. Le reste des stands est réservé par des petits éditeurs ou par des bouquinistes. Ce sont ces structures qui gèrent le choix des auteurs. Sur les 200 auteurs, il y a environ 10% d'étrangers : des Italiens, des Espagnols, un Hollandais et des Belges, …

Quels genres de BD plaisent le plus ?
Plus que le genre, il y a toujours des têtes d'affiche. Par exemple, David Sala, avec son livre Le Poids des héros, je pense qu'il y aura pas mal de monde.

Bruno Genini, directeur de la Maison de la BD à Blois et du Festival BD BOUM.

L'affiche de la 39ème édition du BD BOUM réalisée par Edith.

Le volet jeunesse est important au Festival BD BOUM.
Oui. Du 7 au 17 novembre, on a ce qu'on appelle BD BOUM en classe. On va dans les classes du département et on accueille les scolaires à la Maison de la BD. Une quinzaine d'auteurs va se déplacer dans les classes. La journée pédagogique du vendredi 18 novembre est plus dédiée au cinéma et au spectacle vivant. Ce volet jeunesse est inégalable en France. En 2021, on a accueilli 135 classes et 2 926 élèves. Ce volet jeunesse continue le week-end avec des ateliers à la Halle aux Grains.

Quelle est la tendance en termes de fréquentation ?
2021 était une belle année avec une belle fréquentation. On aimerait faire le mieux possible cette année. On est optimiste. Ça représente autour de 20 000 personnes sur les trois jours.

Quel est le profil du public qui vient au festival ?
Cela dépend des jours. Le vendredi, ce sont les scolaires. L'idée est de leur donner le goût de la lecture et de la bande dessinée. À partir du soir, il y a quelques adultes. Le samedi, c'est le public adulte, branché bande dessinée et assez connaisseur, qui vient rencontrer les auteurs. Ceux qui font 500 kilomètres pour un festival de bande dessinée ! Le dimanche, c'est plus familial avec la poussette. Des curieux. La vocation d'un festival, c'est aussi la découverte.

Propos recueillis par Maxence Yvernault

Un nouveau parcours à la Fondation du Doute

Après plusieurs mois de fermeture, la Fondation du Doute, version 2 vient d'ouvrir. Ni musée, ni centre d'art, ce centre artistique atypique implanté à Blois s'affirme comme le lieu incontournable pour découvrir le mouvement artistique Fluxus.

Pas d'inquiétude, l'immense « *Mur des mots* » recouvert des 300 plaques émaillés de Ben est toujours là. On ne se lasse pas de lire les messages de l'artiste Benjamin Vautier dans la cour du doute implantée depuis 1995 au milieu d'un pôle d'enseignement artistique communautaire (école d'art, conservatoire de musique…). Les nouveautés de la Fondation du Doute portent essentiellement sur le parcours de visite à travers le rez-de-chaussée et les deux étages de 400 m², des nouvelles œuvres et un nouveau café-boutique. « *Nous souhaitons apporter une nouvelle vision du Fluxus. La nouvelle scénographie offre une découverte du concept de façon plus fluide* » indique Alain Goulesque, directeur de la Fondation du doute.

Soixantième anniversaire du mouvement Fluxus

Le 24 septembre dernier, la Fondation du doute fêtait avec le public, les 60 ans du mouvement artistique Fluxus en présence de Ben, figure emblématique, aujourd'hui âgé de 87 ans. Ce mouvement d'art contemporain est né en 1962. Ses influences sont principalement des artistes comme George Maciunas John Cage, Dada et Marcel Duchamp. Fluxus est un état d'esprit, une manière d'envisager le monde. « *Fluxus ne peut pas être défini de trop près* » a indiqué Dick Higgins. Néanmoins, une découverte de ce courant est possible avec les œuvres exposées à la Fondation du Doute qui permettent de découvrir le rôle majeur du Happening ou event, l'humour comme arme de subversion de l'ordre établi, la réunion de toutes les expressions de l'art, de la musique, au théâtre, au cinéma, aux arts plastiques. La nouvelle scénographie propose une sensibilisation de cet esprit à travers onze dénominateurs communs des travaux Fluxus ; la musicalité, le minimalisme, l'art-amusement…
Cet anniversaire a été l'occasion d'inaugurer l'exposition temporaire (jusqu'au 27 novembre) sur la théorie de l'ego mise en forme par Ben dans l'espace du pavillon d'exposition, L'ego indestructible.

Un centre de questionnement

Le café, au rez-de-chaussée, est le lieu de vie, on s'arrête pour regarder les œuvres de Ben, on se pose pour boire un thé, on y lit le journal du Doute. Son organisation a été revue, le design réalisé par Luc Chevallier (designer local) offre un nouvel aménagement plus ouvert dans l'esprit du mouvement Fluxus. Ce lieu de rencontre est le souhait de Ben, de permettre l'échange, un espace public ouvert à tous destiné à la rencontre et à la discussion. L'idée est de dispenser, dans ce café, une programmation culturelle riche avec une mise en avant des jeunes artistes.

La Fondation du Doute est un lieu unique en Europe. L'équipe de cinq permanents reçoit des visiteurs individuels (environ 20 000 personnes par an), ainsi que des groupes de lycéens et collégiens sur un angle pédagogique.

www.fondationdudoute.fr

Sophie Manuel

L'ADA face au double défi sportif et économique

Alors que son équipe fait une entrée tonitruante dans l'élite du basket français, le président Seignolle a donné le premier coup de masse (il faut d'abord déconstruire…) aux travaux du centre de performance, investissement structurant du club.

Coast to coast ! Après quatre journées de championnat, et autant de victoires, l'ADA Blois, tout frais promu, se retrouvait en tête de l'élite du basket français ! Avec au passage une victoire de prestige contre le triple champion de France en titre – l'ASVEL de Tony Parker –, qui faisait des joueurs de l'ADA *« les plus forts du monde »* aux yeux de leur entraîneur. Mickael Hay, qui ne s'enflamme habituellement que sur le bord du terrain, s'empressait toutefois de préciser : *« Pour un soir »*. Dijon, habitué de l'élite, puis les Mets 92 et leur futur prodige NBA ont depuis mis un coup d'arrêt à l'équipe blésoise : *« Ce n'est pas un retour sur terre. On ne s'est jamais enflammé »*, expliquait après la défaite dijonnaise Timothé Vergiat, l'un des pistoleros longue distance de l'ADA. Il est vrai que Mickael Hay n'a de cesse de garder les têtes froides : *« On sait qui on est »*, répète-t-il à l'envi. Ce qui n'empêche pas ce guerrier dans l'âme de tout mettre en œuvre pour que son équipe défende chèrement sa peau. *« Si les autres ont pour eux les compétences et l'expérience, en termes de cohésion et de motivation, il n'y a aucune raison qu'ils soient plus fort que nous »*, affirme-t-il. Leurs adversaires l'ont bien compris : *« L'équipe a le profil pour embêter tout le monde »*, affirmait Paul Lacombe, joueur de l'ASVEL, à l'issue du match. *« Il y a un vrai collectif. On respire quelque chose de sain »*, confiait Milan Barbit, joueur de Fos-sur-Mer lui aussi défait par l'ADA. *« C'est une équipe qui ne va pas être difficile à jouer que sur le début de saison »*, pronostique le Dijonnais Jonathan Rousselle, joueur habitué au très haut niveau espagnol et français. Las, l'aventure sera d'autant plus difficile pour les Blésois qu'ils sont plus que jamais pris très au sérieux par leurs adversaires. Et scrutés de près : *« Grâce au travail de nos coachs assistants, nous connaissions tous leurs systèmes »*, confessait ainsi le Dijonnais après le match.

> *« L'ADA est un booster de fierté territoriale ! »*

Premier coup de masse pour le centre de performance

Mais l'adversité, l'ADA connaît. Pour l'heure, c'est surtout pour des fonds européens qui tardent à se débloquer que se bat le président de la SASP, Paul Seignolle. Ces tracas administratifs ont retardé le lancement des travaux du futur centre de performance du club, espéré avant les JO 2024. Il prendra place sur la friche industrielle d'Alkopharm, à quelques encablures du Jeu de Paume, sur un terrain acquis par le conseil départemental et loué à la SASP via un bail emphytéotique de 40 ans. Préférant éviter le tir au buzzer, le président Seignolle a pris le risque du passage en force, en donnant le coup d'envoi des travaux le 3 octobre dernier, comme il s'y était engagé lors de la soirée des partenaires un mois plus tôt. *« Un risque mesuré »*, assure celui qui est également président du Medef, et qui sait que le risque est consubstantiel de toute entreprise. Le projet – qui comprendra bureaux, terrains pour les pros et l'association, vestiaires, hébergements des jeunes du centre de formation, mais aussi un restaurant, un pôle médical et un centre de fitness ouverts au public –, est estimé à 8,5 millions d'euros *« au plus »*. Pour l'heure, la SASP peut notamment compter sur ses actionnaires, avec une augmentation de capital, et de diverses subventions : 150 000 € de la ville, 500 000 € de la communauté d'agglomération, 500 000 € du conseil régional, le préfet ayant par ailleurs obtenu 200 000 € du *« fonds friche »* et 350 000 € du plan de relance. *« Quelles que soient nos opinions, on finit toujours par s'entendre en Loir-et-Cher »*, se félicite Paul Seignolle, qui a pris son bâton de pèlerin pour solliciter divers mécènes. On peut compter sur sa détermination pour faire flèche de tout bois.

De son côté, Christophe Degruelle, président d'Agglopolys, se plaît à souligner *« les quatre raisons qui ont conduit au vote de la subvention à l'unanimité : le projet est un exemple d'alliance public-privé ; il est un élément structurant pour le club ; il libérera des créneaux du Jeu de Paume, équipement conçu comme polyvalent ; il permet de recycler une friche industrielle, constituant une parfaite illustration de ce qu'il faut faire : la reconstruction de la ville sur la ville, pour favoriser la sobriété foncière »*. Et d'en ajouter une cinquième : *« L'ADA est un booster de fierté territoriale ! »* Pour l'heure et jusqu'en décembre, la réalité est moins glamour : place au curage du bâtiment, c'est-à-dire déconstruction et désamiantage. En espérant qu'il n'y aura, cette fois, pas de (mauvaise) surprise.

Challenge Transmanche : Véronique Robin, héroïne « ordinaire »

Le challenge Transmanche, c'est l'aventure extraordinaire d'une héroïne « ordinaire » (enfin, selon elle…). Lorsqu'elle se fixe le défi de traverser le Channel à la nage – et en maillot de bain, non en combinaison –, Véronique Robin, 45 ans alors, n'a plus nagé depuis ses 18 ans ! Et son quotidien de cadre d'entreprise et de mère de famille ne lui laisse guère le temps de courir la campagne.

Véronique, indéfectible sourire aux lèvres, avoue alors « *quelques kilos en trop* », indispensables néanmoins quand on veut affronter une eau à 18° – et même de moins de 15,5° pendant un test préalable nécessaire de six heures ! « *C'est en allant faire quelques longueurs avec Ludovic Chorgnon, qui préparait son Défi 41, que j'ai repris le goût de la natation* », confesse-t-elle. La folie de « *Ludo le fou* » étant sans doute contagieuse, sourd rapidement l'idée de traverser la Manche : « *C'était un rêve de gamine, quand je passais enfant mes vacances en Normandie* ». Préparant alors un certificat de préparateur mental sportif, Véronique connaît l'importance de donner un sens à un tel défi pour avoir une chance de le relever : « *Je ne voulais pas en faire un truc égoïste. J'ai donc cherché une cause que je pouvais par ce biais mettre un peu en lumière. Mon père est décédé d'un cancer de l'amiante. Ingénieur chez Alstom, il avait participé à la création du TGV Paris-Londres… qui s'appelait alors le Transmanche. Puis, j'ai découvert que le CHU de Lille travaillait sur le mésothéliome pleural malin, qui avait eu raison de Papa. Or, mon père est né à Lille…* ». La cause trouvée*, et ragaillardie par « *l'accueil extraordinaire que m'ont réservé le professeur Scherpereel et ses équipes* », Véronique se jette à l'eau, où elle enchaîne les heures. Puis les déboires : le Covid d'abord, qui reporte une première fois l'échéance : « *Je ne me voyais pas repartir* », avoue la nageuse, qui plie, mais ne sombre pas. Une épaule en délicatesse ensuite – à tel point qu'on lui pronostiquera un temps qu'elle ne pourrait plus jamais nager – lui fait à nouveau boire la tasse, la privant d'entraînement pendant plusieurs mois et instillant le doute, ce poison lent. La météo enfin, qui reporte le coup d'envoi une première fois de juillet à septembre dernier, puis une seconde fois, au dernier moment, d'une nouvelle semaine : « *L'équipe qui patientait en Angleterre doit alors rentrer en France et je me retrouve seule… C'est le coup de massue !* ». Mais, comme à chaque fois, Véronique ressort la tête de l'eau et s'élance, enfin, le 20 septembre. 16h43 plus tard, elle devient la 7e française à réussir cette traversée en maillot – la première cinquantenaire. Un véritable exploit – d'autant plus au regard de l'usure physique et mentale de ces multiples reports – qui n'entame nullement la simplicité de la nageuse. Une héroïne ordinairement extraordinaire !

** Voir Soutenir.chu-lille.fr pour faire un don*

Une nouvelle brasserie en Sologne

C'est avec plaisir que nos papilles vont pouvoir découvrir les bières artisanales solognotes, LBS. Installés depuis juin dernier à l'Ecoparc de Neung-sur-Beuvron, Les Brasseurs Solognots (LBS) lancent une bière 100 % solognote.

Phénomène récent et en plein essor, le développement des brasseries artisanales se généralise en France. Les fabricants de bières fleurissent partout, la 8ème brasserie vient de s'ouvrir en Loir-et-Cher pour notre plus grand plaisir. Erwan Mellerio et Charles de Cathelineau, originaires de la Ferté-Saint-Cyr proposent une bière locale made in Sologne. Leur volonté est de faire découvrir des nouvelles sensations gustatives avec des recettes uniques et inédites. La gamme actuelle est composée de trois bières ; une bière blonde à 5 % légère et fruitée, une bière blonde à 6 % intensément houblonnée et une au miel de Sologne à 6 %, en bouteille de 33 cl et en fût.

La démarche des Brasseurs Solognots est de produire de façon artisanale avec des ingrédients uniquement du coin. Rappelons que les ingrédients utilisés dans la composition de la bière sont l'eau, le malt (résultat de l'étape de chauffage de l'orge), du houblon et des levures. Un projet de collaboration avec un agriculteur d'orge de Vernou-en-Sologne vient de se finaliser pour la prochaine récolte. Une façon d'être aussi acteur de l'économie circulaire.

Breuvage universel et très ancien, la bière est la boisson alcoolisée la plus vendue au monde. Après une période sinistrée, la boisson est devenue populaire en France. Un français consomme en moyenne 30 L/an. Aujourd'hui, la bière artisanale est un secteur en pleine expansion. Les bières artisanales sont des bières uniques. Les Brasseurs Solognots y intègrent des ingrédients naturels qui leur donnent un goût différent les unes des autres. Grâce à cette dose de créativité dans l'ajout d'épices, de fruits ou de céréales, les concocteurs de breuvages solognots vont connaître rapidement un beau succès !

http://brasserie-lbs.com/

Sophie Manuel

PUBLI-INFORMATION | E.LECLERC

E.Leclerc

Fin des travaux pour le E.Leclerc de Tavers !

Quelques mois auront été nécessaires pour le réagencement et la modernisation du centre commercial E. Leclerc Grand Val. Mais cette fois, c'est terminé et la clientèle peut désormais apprécier le changement !

Au premier coup d'œil, c'est net et ça change tout. Les Halles de Grand Val qui regroupe les rayons dits « traditionnels » (boucherie, charcuterie, fromagerie et poissonnerie), affichent un style résolument tendance. Le choix a été porté sur des matières et des coloris bruts pour mettre en valeur les produits, et sur des ateliers de fabrication vitrés offrants une vue sur le travail et le savoir-faire des professionnels du magasin.
Plus clair, plus aéré, le réagencement du magasin se poursuit au rayon fruits et légumes où la qualité et les promotions ont été au cœur du projet.
Ainsi, le changement on le voit et on le ressent. En plus de répondre aux nouvelles exigences climatiques, les meubles réfrigérés fermés offrent une expérience client et une température ambiante plus agréable. Dans le même souci de satisfaction clientèle, la zone d'attente en caisse a été agrandie. Plus de confort, plus de qualité, plus de choix, plus de rapidité et plus de pouvoir d'achat : c'est le crédo de l'enseigne E. Leclerc, parfaitement illustré par l'hypermarché de Tavers au travers de cette mutation.

Un Noël réussi avec l'univers Jeux et Jouets E. Leclerc
Transféré en avril 2022, aux côtés de l'Animalerie et dans une surface globale de 900m², l'univers Jouets s'étend encore un peu plus pour les fêtes de fin d'année. 100 m² de plus sont donc consacrés aux jeux, déguisements et jouets pour un Noël réussi, et le plein de cadeaux sous le sapin. Des gammes complètes de Playmobil© ou autres Lego© (City, Technic, Speed) ont été installées à la mi-octobre pour parer à la traditionnelle effervescence de fin d'année.
Magasin Jeux-Animalerie E-Leclerc TAVERS. Ouvert du lundi au jeudi de 9h à 12h30 et de 14h à 19h. Vendredi et samedi de 9h à 19h.
Chez Leclerc vous savez que vous achetez moins cher.

Centre Commercial E.Leclerc Grand Val
ZAC Les Portes de Tavers
11 route Nationale 152 – 45190 Tavers

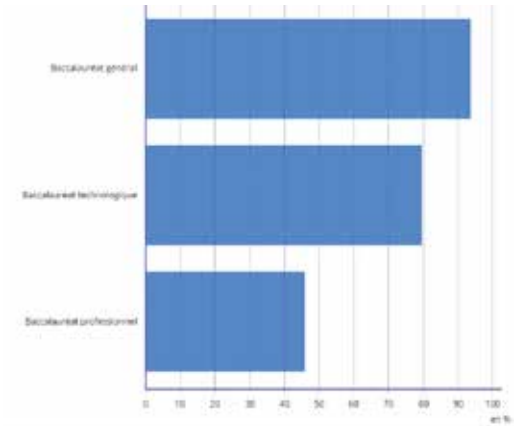
L'enseignement supérieur en Centre-Val de Loire et en France

En chiffres

66 400
C'est le nombre d'étudiants dans la région (2021) et et 6 200 chercheurs publics et privés (2019).*

+ 58%
C'est l'augmentation du nombre d'apprentis inscrits en BTS en 2020-2021 dans la région. La croissance du nombre d'apprentis en Centre-Val de Loire s'explique en effet en partie par la progression des inscriptions dans les diplômes de l'enseignement supérieur. De plus en plus de jeunes s'inscrivent également en Mention Complémentaire (+40 %), d'inscriptions, notamment en zinguerie, pâtisserie-glacerie, maintenance automobile - signe que les poursuites d'études sont de plus en plus fréquentes. En revanche, le nombre de jeunes inscrits en CAP est en baisse (-5 %).**

Inscription des bacheliers dans l'enseignement supérieur selon la filière du baccalauréat en 2021***

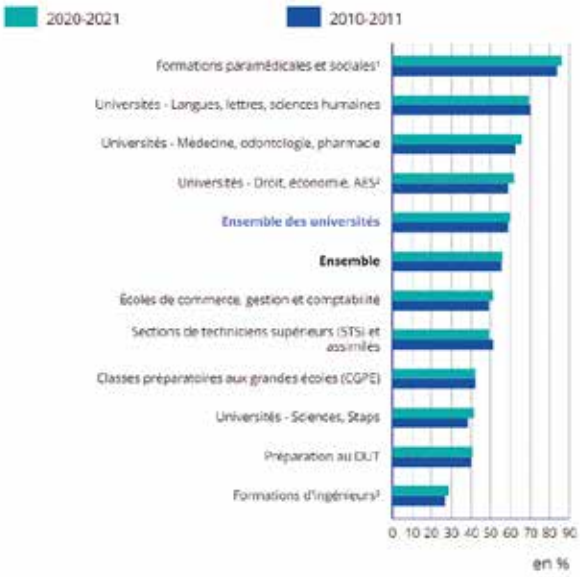


en %

Filière	2021
Baccalauréat général	93,7
Baccalauréat technologique	79,7
Baccalauréat professionnel	46,0

- Note : hors inscriptions simultanées en licence et classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).
- Lecture : en 2021, 93,7 % des bacheliers ayant obtenu un baccalauréat général sont inscrits dans l'enseignement supérieur.
- Champ : France.
- Source : SIES.

Part des femmes dans les formations d'enseignement supérieur



Répartition des sortants de formation initiale en fonction de ler diplôme le plus élevé, par sexe

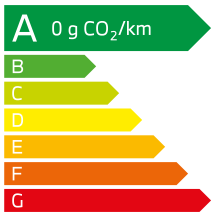
	Moyenne annuelle des années de sortie 2016, 2017 et 2018			
	Ensemble		Femmes	Hommes
	en milliers	en %	en %	en %
Diplôme du supérieur	**342**	**46**	**51**	**40**
Master, doctorat	115	15	18	13
École d'ingénieurs, école de commerce	64	9	10	7
Licence	74	10	11	9
BTS, DUT ou équivalent	81	11	11	11
Paramédical ou social	7	1	2	0
CAP, BEP, baccalauréat	**309**	**41**	**38**	**44**
Baccalauréat	239	32	31	33
Baccalauréat général	*71*	*9*	*10*	*9*
Baccalauréat technologique	*43*	*6*	*5*	*6*
Baccalauréat professionnel ou assimilé	*125*	*17*	*16*	*18*
CAP, BEP ou équivalent	70	9	8	11
Aucun diplôme, brevet des collèges	**95**	**13**	**10**	**15**
Diplôme national du brevet seul	53	7	6	8
Aucun diplôme	42	6	4	7
Ensemble	**746**	**100**	**100**	**100**

Lecture : en moyenne sur 2016, 2017 et 2018 , 46 % des sortants de formation initiale sont diplômés de l'enseignement supérieur.
Note : en raison des arrondis, les totaux peuvent différer de la somme des éléments qui les composent.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, sortants de formation initiale.
Sources : Insee, enquêtes Emploi 2017, 2018 et 2019, estimations de population, recensement de la population ; traitement MEN-MESRI-DEPP.

Données et analyses :

** Académie Tours-Orléans*
*** Baromètre Institut Supérieur des Métiers -MAAF*
**** Insee*

Amplitude Automobiles Blois
5, rue de l'Azin
41000 Blois
02 54 50 40 40



*Exemple pour une BMW iX1 xDrive30 xLine avec Pack Premium. 36 loyers linéaires : 590 €/mois. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30000 km incluant l'extension de garantie. Assurance perte financière à souscrire par l'intermédiaire de BMW Finance ou auprès de l'assureur de votre choix, sous réserve d'en justifier auprès de BMW Finance. Offre réservée aux particuliers pour toute commande d'une BMW iX1 xDrive30 xLine avec Pack Premium chez Amplitude Automobiles avant le 31/12/2022 sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles 343 606 448, inscrit à l'ORIAS sous le n°07 008 883. Consommation d'énergie électrique : 17,3 - 18,4 kWh/100km. Autonomie en cycle mixte : 413 - 438 km ; autonomie en ville : 563 - 574 km. Depuis le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO_2, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. Après déduction du bonus écologique de 2000 €, sous réserve d'éligibilité conformément au décret en vigueur.
Modèle présenté : BMW iX1 xLine avec options à 890 €/mois sans apport.
[2]Recharge illimitée sur le réseau Ionity, exclusivement en France pour une durée de 12 mois. Offre de BMW France, SA au capital de 2 805 000 € - RCS Versailles 722 000 965, valable pour toute commande d'une BMW i4, BMW iX, BMW iX3 ou BMW i7 neuve auprès d'un Concessionnaire participant du réseau BMW en France, du 01/04/2022 au 31/12/2022, sous réserve de création d'un compte BMW Charging par le client et de l'activation du code promotionnel associé, dans les 30 jours suivant la livraison du véhicule. Conditions sur BMW.fr/recharge.

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer